

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies...	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Etranger { Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro : (Au comptant, à l'imprimerie : 1 fr. 50)
 Par porteur ou par la poste, Togo, France et Colonies : 1 fr. 75
 Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Loi du 15 juillet 1932, (Arr. 11) portant modification des taxes postales. (Arrêté de promulgation du 25 mars 1933). 215

Décret du 6 février 1928, déterminant les conditions dans lesquelles sont exercées, aux colonies, les fonctions intérimaires de gouverneur général, de gouverneur, de résident supérieur et de secrétaire général. (Arrêté de promulgation du 29 mars 1933). 215

Décret du 8 juin 1931, portant classement des fonctionnaires, gouverneurs intérimaires et des secrétaires généraux d'un gouvernement colonial autonome dans la 1^{re} catégorie A du tableau annexé au décret du 3 juillet 1897, sur les indemnités de route et les passages du personnel colonial. (Arrêté de promulgation du 29 mars 1933). 218

Décret du 3 janvier 1933, étendant aux colonies la loi du 13 février 1932 abrogeant le paragraphe 5^e du premier alinéa de l'article 76 du code civil relatif aux énonciations de l'acte de mariage. (Arrêté de promulgation du 4 avril 1933). 219

Décret du 6 février 1933, portant classement de la station thermale de Salies-du-Salat (Haute-Garonne). (Arrêté de promulgation du 4 avril 1933). 220

Décret du 21 février 1933, approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo, portant ouverture et annulation de crédits au budget annexe du chemin de fer et du wharf du Territoire pour l'exercice 1932. (Arrêté de promulgation du 4 avril 1933). 220

Décret du 24 février 1933, rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du Togo et du Cameroun, la loi du 13 avril 1932 sanctionnant pénalement les manœuvres ayant pour but, de la part d'un époux, de dissimuler à son conjoint une action en divorce ou séparation de corps. (Arrêté de promulgation du 4 avril 1933). 221

Décret du 24 février 1933, modifiant le décret du 27 décembre 1928 relatif à la police sanitaire maritime aux colonies. (Arrêté de promulgation du 4 avril 1933). 222

Décret du 28 février 1933, modifiant l'article 77 du décret du 2 mars 1910 relatif aux fonctionnaires maintenus en France en sursis. (Arrêté de promulgation du 4 avril 1933). 223

Décret du 28 février 1933, relatif aux indemnités de représentation et de tournées allouées aux chefs de colonies autres que ceux en service en Indochine. (Arrêté de promulgation du 4 avril 1933). 224

Décret du 1^{er} mars 1933, approuvant l'arrêté n° 622 pris le 21 décembre 1932 en conseil d'administration par le Commissaire de la République au Togo et portant ouverture et annulation de crédits au budget local et au budget annexe de la santé publique et de l'assistance médicale du Togo (exercice 1932). (Arrêté de promulgation du 4 avril 1933). 225

Arrêté ministériel du 31 décembre 1932, fixant les conditions d'admission et le programme du concours pour l'emploi de rédacteur stagiaire à l'administration centrale du ministère des colonies. 226

Circulaire ministérielle du 8 mars 1933, relative aux recours en grâce. 230

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Arrêté du 14 mars 1932, complétant l'arrêté du 23 avril 1925 réorganisant le cadre du personnel des services civils du Territoire.	231
Arrêté du 12 février 1933, fixant le prix de revient du kilogramme de café dans le territoire du Togo.	231
Décision du 21 mars 1933, rapportant la décision du 23 novembre 1932, chargeant le commissaire de police de Lomé de la police des chemins de fer et du wharf.	232
Arrêté du 22 mars 1933, complétant les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 24 janvier 1933 modifiant le classement du personnel appartenant aux cadres locaux européens du Togo.	232
Arrêté du 24 mars 1933, portant création d'une école de village.	232
Arrêté du 24 mars 1933, portant modification à l'arrêté du 28 janvier 1929 fixant le tableau des suppléments de fonctions et des indemnités diverses aux fonctionnaires, employés et agents en service dans le territoire du Togo, et portant fixation de l'indemnité pour frais de représentation allouée à l'administrateur-maire de la commune-mixte de Lomé.	232
Arrêté du 24 mars 1933, complétant l'arrêté n° 310 du 4 juin 1927 réglementant les conditions de paiement par chèques ou virements en banque.	233
Arrêté du 24 mars 1933, accordant au personnel militaire en service au Territoire le bénéfice de l'indemnité de zone.	233
Arrêté du 25 mars 1933, autorisant certaines caisses publiques à recevoir les monnaies anglaises.	233
Arrêté du 28 mars 1933, prononçant la démission de certains membres du conseil des notables.	234
Arrêté du 28 mars 1933, abrogeant l'arrêté n° 490 du 7 octobre 1932 et portant modification aux textes organisant l'enseignement privé au Togo.	234
Arrêté du 28 mars 1933, rapportant l'arrêté n° 101 du 17 février 1933 mettant en observation sanitaire les navires en provenance de Secondi (Gold-Coast).	234
Arrêté du 29 mars 1933, autorisant la création à Lomé d'une société sportive dite : "l'Union Sportive Togolaise".	235
Décision du 29 mars 1933, chargeant le chef du service des travaux publics du contrôle de l'application des mesures spéciales de sécurité à bord des navires métropolitains à passagers.	235

Arrêté du 30 mars 1933, fixant la prime à payer aux cafés exportés.	235
Arrêté du 30 mars 1933, approuvant et rendant exécutoires divers rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1932.	236
Arrêté du 30 mars 1933, portant classement de la résidence de l'administrateur-maire de la commune-mixte de Lomé.	236
Circulaire du 31 mars 1933, relative aux armes et munitions.	237
Modificatif à l'arrêté N° 263 du 5 mai 1928, (liste des fonctionnaires et agents européens et indigènes susceptibles de percevoir l'indemnité représentative fixe de transport).	237
Rectificatif à l'arrêté N° 19 du 10 janvier 1933, (effectif et répartition des forces de police).	237
Erratum à l'arrêté n° 157 du 11 mars 1933, (cadre supérieur de la police).	237
Nominations, mutations, etc... concernant le personnel	237
Censeur administratif	245
Chef du secrétariat général	245
Commissions	245
Commissions d'enquête	246
Concours	246
Internats	246
Produits pharmaceutiques	247
Protection et usage des voies publiques	247
Uniformes	247
Domaines	247
Etat des principaux produits du cru exportés pendant les mois de février et mars 1933.	249
Etat des mouvements de la navigation des ports de Lomé et d'Anécho pendant le mois de mars 1933.	250
Liste des marchandises en dépôt et non déclarées dans les délais légaux.	252
Avis au public des P. T. T.	253

PARTIE NON OFFICIELLE

Vente sur saisie immobilière	253
Bilan au 31 décembre 1932 de la B. A. O.	254
Annonces — (Voir supplément)	

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Taxes postales**

ARRETE N° 197 promulguant au Togo l'article 11 de la loi du 15 juillet 1932 portant modification des taxes postales.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 11 de la loi du 15 juillet 1932 portant modification des taxes postales;

Vu le télégramme ministériel n° 51 du 21 mars 1933;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'article 11 de la loi du 15 juillet 1932 portant modification des taxes postales.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 mars 1933.

R. DE GUISE.

Le sénat et la chambre des députés ont adopté.
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 11. — Les tarifs applicables aux objets de correspondance postale et aux communications téléphoniques désignés au tableau A annexé à la présente loi sont fixés conformément aux indications dudit tableau.

La présente loi, délibérée et adoptée par le sénat et par la chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 15 juin 1932.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances,
Germain-MARTIN.

Le ministre du budget,
Maurice PALMADE.

ANNEXE

TABEAU A fixant les tarifs postaux, télégraphiques et téléphoniques applicables aux objets ci-après :

CATEGORIES D'OBJETS OU DE COMMUNICATIONS	TARIF
TARIFS POSTAUX	
(Régime intérieur, relations franco coloniales et intercoloniales)	
I. — <i>Cartes postales illustrées :</i>	
Cartes postales illustrées dont l'ensemble du verso est occupé par une illustration ou gravure, à l'exclusion de toute annotation manuscrite, lorsqu'elles portent au recto uniquement la date, la signature, l'adresse de l'expéditeur et cinq mots, au plus, de correspondance.	0,20
II. — <i>Droits fixes de recommandation :</i>	
a) Lettres, paquets clos, cartes postales ordinaires et cartes postales illustrées, affranchies à 0,40, envois de valeurs déclarées et enveloppes de valeurs à recouvrer	1,25
b) Objets affranchis à tarif réduit	0,75

Vu pour être annexé à la loi du 15 juillet 1932, délibérée et adoptée par le sénat et par la chambre des députés.

Le Président de la République Française,
ALBERT LEBRUN.

Le ministre des finances,
Germain-MARTIN.

Le ministre du budget,
Maurice PALMADE.

Fonctions intérimaires de gouverneur général, gouverneur, de résident supérieur et secrétaire général.

ARRETE N° 204 promulguant au Togo le décret du 6 février 1928, déterminant les conditions dans lesquelles sont exercées, aux colonies, les fonctions intérimaires de gouverneur général, de gouverneur, de résident supérieur et de secrétaire général.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 février 1928, déterminant les conditions dans lesquelles sont exercées, aux colonies, les fonctions intérimaires de gouverneur général, de gouverneur, de résident supérieur et de secrétaire général;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo, placé sous le mandat de la France, le décret du 6 février 1928, déterminant les conditions dans lesquelles sont exercées, aux colonies, les fonctions intérimaires de gouverneur général, de gouverneur, de résident supérieur et de secrétaire général.

Lomé, le 29 mars 1933.

R. DE GUISE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 6 février 1928.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Les conditions dans lesquelles sont exercées, aux colonies, les fonctions intérimaires de gouverneur général, de gouverneur, de résident supérieur et de secrétaire général sont prévues dans des textes différents qui, par leur imprécision, occasionnent, d'une colonie à l'autre, une diversité de solutions qui sont de nature à occasionner certains inconvénients pour la bonne marche du service.

La réglementation en vigueur a paru, pour ce motif, devoir être révisée.

Les projets de décrets ci-joints, que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction, pourvoient à cet objet.

Ils précisent et réunissent en deux règlements les dispositions applicables en la matière dans l'ensemble de notre domaine colonial.

Je vous serais reconnaissant, si vous n'y voyez pas d'objection, de les revêtir de votre haute approbation.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

LÉON PERRIER.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les ordonnances des 18 août 1825, 9 février 1827, 27 août 1828, 22 août 1833, 23 juillet 1840, 7 septembre 1840, 18 septembre 1844 concernant respectivement le gouvernement des colonies de la Réunion, de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane, des établissements français dans l'Inde, du Sénégal et dépendances, de Saint Pierre et Miquelon, de la Côte française des Somalis;

Vu les décrets du 12 décembre 1874 et du 28 décembre 1885 concernant respectivement le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et des établissements français de l'Océanie;

Vu le décret du 28 février 1901 conférant au gouverneur de la Nouvelle-Calédonie les fonctions de commissaire général de la République française dans l'Océan pacifique;

Vu le décret du 22 mars 1907 investissant le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie des nouveaux pouvoirs qu'il aura à exercer en qualité de haut commissaire de la France aux Nouvelles-Hébrides;

Vu le décret du 17 mars 1908 réglant la situation et rang du commissaire résident de France aux Nouvelles-Hébrides;

Vu les décrets du 21 juillet 1921 et du 23 mars 1924 concernant respectivement l'organisation administrative de Saint-Pierre et Miquelon et de la Côte française des Somalis;

Vu les décrets du 20 octobre 1911 portant fixation des pouvoirs du gouverneur général et organisation financière et administrative de l'Indochine et le décret du 2 décembre 1925 fixant les conditions de nomination et la situation du secrétaire général du gouvernement général de l'Indochine;

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française et le décret du 15 novembre 1916;

Vu le décret du 21 octobre 1924 accordant autonomie du territoire de Dakar et dépendances, ensemble le décret du 27 novembre 1924 portant organisation de la circonscription de Dakar et dépendances;

Vu le décret du 1^{er} mars 1919, les décrets du 4 décembre 1920 et les décrets du 13 octobre 1922 et du 30 mars 1925 concernant l'organisation administrative des colonies du groupe de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 15 janvier 1910 portant création du gouvernement général de l'Afrique équatoriale française, modifié par les décrets du 17 novembre 1910 et 21 juillet 1925;

Vu le décret du 11 décembre 1895, le décret du 30 juillet 1897 instituant un gouvernement général de Madagascar et le décret du 23 mars 1918;

Vu les décrets du 23 mars 1921 déterminant les attributions des commissaires de la République au Cameroun et au Togo;

Vu le décret du 21 juillet 1921 réorganisant le personnel des gouverneurs généraux, des gouverneurs des colonies et des résidents supérieurs;

Vu le décret du 5 mars 1927 fixant les pouvoirs des gouverneurs en ce qui concerne l'administration de la justice;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est pourvu, dans les conditions indiquées ci-après, à l'intérim des gouverneurs généraux, des gouverneurs des colonies, des résidents supérieurs, des Commissaires de la République au Cameroun et au Togo, des lieutenants gouverneurs et des administrateurs de territoire :

1^o — Lorsque les titulaires sont absents de la colonie, en congé ou en mission en France;

2^o — En cas de vacance du poste par décès des titulaires ou pour toute autre cause;

3^o — En cas d'empêchement absolu pour les titulaires de remplir leurs fonctions.

ART. 2. — Les fonctions intérimaires de gouverneur général, de gouverneur d'une colonie, de résident supérieur, de Commissaire de la République au Cameroun et au Togo, de lieutenant gouverneur et de commissaire résident de France aux Nouvelles-Hébrides sont conférées par décret pris sur la proposition du ministre des colonies.

ART. 3. — Les fonctions intérimaires d'administrateur du territoire de Dakar et dépendances et d'administrateur du territoire de Kouang-Tchéou-Wan sont conférées par arrêtés des gouverneurs généraux intéressés.

ART. 4. — Lorsque le chef titulaire de la colonie ou du territoire s'absente pour se rendre en congé ou en mission en France, il est procédé à la désignation de l'intérimaire dans les conditions fixées aux articles 2 et 3 du présent décret, avant le départ du titulaire du territoire qu'il administre.

ART. 5. — En cas de vacance du poste par décès des titulaires ou pour toute autre cause, ou en cas d'empêchement absolu pour le titulaire de remplir ses fonctions, il est procédé à la désignation de son intérimaire dans les conditions indiquées ci-après :

§ 1^{er}. — Le secrétaire général du gouvernement général dans les groupes de colonies, le secrétaire général dans les colonies autonomes ou, dans ces dernières colonies, à défaut de secrétaire général, le fonctionnaire le plus élevé en grade dans la hiérarchie administrative et présent au chef-lieu administratif de la colonie assure immédiatement et provisoirement l'expédition des affaires courantes.

Le décret portant désignation de l'intérimaire est pris dans le plus bref délai.

§ 2. — Dans les colonies ou pays de protectorat compris dans l'un des groupes formant gouvernement général, le gouverneur général prend aussitôt un arrêté pour confier à titre provisoire l'expédition des affaires courantes soit au secrétaire général dans les colonies autres que l'Indochine, soit, à défaut de secrétaire général, au fonctionnaire le plus élevé en grade dans la hiérarchie administrative et présent au chef-lieu administratif de la colonie, soit en Indochine, à un administrateur de 1^{re} classe des services civils.

Le gouverneur général en informe immédiatement le ministre et le décret portant désignation de l'intérimaire est également pris dans le plus bref délai.

§ 3. — Dans le territoire de Dakar, le gouverneur général de l'Afrique occidentale française désigne immédiatement l'administrateur intérimaire du territoire conformément à l'article 3 du présent décret.

Dans le territoire de Kouang-Tchéou-Wan, le fonctionnaire le plus élevé en grade dans la hiérarchie administrative et présent au chef-lieu assure aussitôt et à titre provisoire l'expédition des affaires courantes. Il en informe sans délai le gouverneur général de l'Indochine qui désigne immédiatement l'administrateur intérimaire du territoire conformément à l'article 3 du présent décret.

Aux Nouvelles-Hébrides, le chancelier de la résidence de France, s'il est le plus élevé en grade dans la hiérarchie administrative des fonctionnaires présents au chef-lieu ou, dans le cas contraire, le fonctionnaire le plus élevé en grade dans cette hiérarchie

et présent au chef-lieu, assure aussitôt et à titre provisoire l'expédition des affaires courantes. Il en prévient sans délai le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, haut commissaire de la France aux Nouvelles-Hébrides, qui désigne, sans retard, le fonctionnaire chargé d'assurer provisoirement l'expédition des affaires courantes. Le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie en informe immédiatement le ministre et le décret portant nomination d'un nouveau commissaire résident de France titulaire ou intérimaire aux Nouvelles-Hébrides est pris dans le plus bref délai.

ART. 6. — Les affectations des gouverneurs, des résidents supérieurs et des lieutenants-gouverneurs qui, sous la haute autorité des gouverneurs généraux, administrent les colonies ou pays de protectorat dans les groupes formant le gouvernement général ne peuvent être modifiées, même provisoirement, si ce n'est par un décret pris sur la proposition du ministre des colonies.

ART. 7. — Les gouverneurs généraux se déplaçant dans l'étendue du territoire placé sous leur autorité, ou se rendant en mission dans les pays étrangers voisins du groupe des colonies qu'ils dirigent, peuvent par arrêté donner délégation au secrétaire général du gouvernement général ou à son intérimaire pour assurer en leurs lieu et place l'expédition des affaires courantes pendant toute la durée de leur absence du chef-lieu dans le premier cas, ou du territoire lorsqu'ils se rendent en mission dans les pays étrangers voisins.

Les gouverneurs généraux conservent, en outre, le pouvoir qu'ils détiennent des règlements organiques propres à chacun des groupes des colonies formant gouvernement général, de consentir dans les conditions et les limites fixées par lesdits règlements organiques, des délégations de leurs attributions aux gouverneurs, lieutenants-gouverneurs, résidents supérieurs et administrateurs de territoire placés sous leur autorité.

En ce qui concerne particulièrement l'Indochine, lorsque le gouverneur-général, est, dans ses déplacements accompagné du secrétaire général du gouvernement général, il peut par arrêté désigner celui des chefs d'administration locale qu'il charge d'expédier les affaires courantes pendant la durée de ces déplacements.

Les gouverneurs des colonies autonomes peuvent, dans les mêmes conditions que celles indiquées pour les gouverneurs généraux, donner au secrétaire général et, s'il n'existe pas de secrétaire général, au fonctionnaire le plus élevé en grade dans la hiérarchie administrative présent au chef-lieu administratif de la colonie, délégation pour assurer l'expédition des affaires courantes pendant la durée de leurs déplacements.

Dans tous les cas mentionnés au présent article le chef de la colonie rend aussitôt compte de ces délégations au ministre des colonies.

ART. 8. — Dans les colonies ou pays de protectorat des groupes formant gouvernement général lorsque les gouverneurs, lieutenants-gouverneurs et résidents supérieurs se déplacent dans l'étendue des territoires qu'ils administrent ils peuvent pourvoir à leur suppléance dans l'expédition des affaires courantes, pendant la durée de leur absence du chef-lieu, par un arrêté dont il est immédiatement rendu compte au gouverneur général. Cet acte confie, à cet effet, l'expédition des affaires courantes au secrétaire général, dans les colonies pourvues d'un secrétaire général et dans les autres colonies, au fonctionnaire qu'il désigne dans les conditions prévues à l'article 5 précédent.

ART. 9. — Les secrétaires généraux des gouvernements généraux sont nommés par décret pris sur la proposition du ministre des colonies. Ils sont choisis parmi les gouverneurs des colonies et les résidents supérieurs. Ils exercent les attributions qui leur sont conférées par les règlements sur l'organisation administrative des groupes des colonies où ils sont appelés à servir, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent décret.

ART. 10. — Il est pourvu à l'intérim des secrétaires généraux, des gouvernements généraux dans les trois cas énoncés à l'article 1^{er} du présent décret.

ART. 11. — Lorsqu'il y a lieu de pourvoir à la désignation des secrétaires généraux aux intérimaires des gouvernements généraux, il est procédé à cette désignation selon les règles fixées par l'article 9 précédent pour la nomination des secrétaires généraux titulaires des gouvernements généraux.

ART. 12. — Lorsque le secrétaire général d'un gouvernement général s'absente de la colonie en congé ou en mission en France, il est pourvu avant le départ de la colonie du titulaire à la désignation de l'intérimaire dans les conditions fixées par les articles 9 et 11 du présent décret.

En cas de décès du secrétaire général titulaire d'un gouvernement général ou en cas d'empêchement absolu pour le titulaire de remplir ses fonctions le gouverneur général en rend compte aussitôt au ministre des colonies. Le décret portant désignation d'un nouveau secrétaire général titulaire ou intérimaire du gouvernement général est alors pris dans le plus bref délai.

ART. 13. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret.

ART. 14. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 février 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
LÉON PERRIER.

Classement des fonctionnaires

ARRETE N° 205 promulguant au Togo le décret du 8 juin 1931, portant classement des fonctionnaires, gouverneurs intérimaires et des secrétaires généraux d'un gouvernement colonial autonome dans la 1^{re} catégorie A du tableau annexé au décret du 3 juillet 1897, sur les indemnités de route et les passages du personnel colonial.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 8 juin 1931 portant classement des fonctionnaires, gouverneurs intérimaires et des secrétaires généraux d'un gouvernement colonial autonome dans la 1^{re} catégorie A du tableau annexé au décret du 3 juillet 1897, sur les indemnités de route et les passages du personnel colonial;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 8 juin 1931, portant classement des fonctionnaires, gouverneurs intérimaires et des secrétaires généraux d'un gouvernement colonial autonome dans la 1^{re} catégorie A du tableau annexé au décret du 3 juillet 1897, sur les indemnités de route et les passages du personnel colonial.

Lomé, le 29 mars 1933.

R. DE GUISE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 3 juillet 1897, sur les indemnités de route et de passages du personnel colonial;

Vu le décret du 2 juillet 1913, concernant les fonctions de secrétaire général des colonies, modifié par le décret du 9 décembre 1917;

Vu le décret du 6 février 1928 réglant les conditions dans lesquelles sont exercées aux colonies les fonctions intérimaires de gouverneur général, de gouverneur, de résident supérieur et de secrétaire général, modifié par décret du 27 mai de la même année;

Vu le décret du 6 février 1928, réglant les conditions dans lesquelles sont exercées dans les colonies autonomes les fonctions de secrétaire général;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont classés à la première catégorie A du tableau annexé au décret du 3 juillet 1897 sur les indemnités de route et les passages du personnel colonial.

I. — Les fonctionnaires qui, en application des articles 2 et 11 du premier décret précité du 6 février 1928, sont appelés par décret du Président de

la République, à remplir les fonctions intérimaires de gouverneur d'une colonie, de résident supérieur, de Commissaire de la République au Cameroun et au Togo, de lieutenant gouverneur et de résident de France aux Nouvelles-Hébrides, ou de secrétaires généraux intérimaires des gouvernements généraux.

II. — Les fonctionnaires qui, en application du premier alinéa de l'article 2 du second décret précité du 6 février 1928, sont appelés, par décret du Président de la République à remplir, dans les colonies autonomes les fonctions de secrétaire général titulaire d'un gouvernement colonial.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 juin 1931.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Paul REYNAUD.

Code civil

ARRETE N° 217 promulguant au Togo le décret du 3 janvier 1933, étendant aux colonies la loi du 13 février 1932 abrogeant le paragraphe 5^e du premier alinéa de l'article 76 du code civil relatif aux énonciations de l'acte de mariage.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1933, étendant aux colonies la loi du 13 février 1932 abrogeant le paragraphe 5^e du premier alinéa de l'article 76 du code civil relatif aux énonciations de l'acte de mariage;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 3 janvier 1933, étendant aux colonies la loi du 13 février 1932 abrogeant le paragraphe 5^e du premier alinéa de l'article 76 du code civil relatif aux énonciations de l'acte de mariage.

Lomé, le 4 avril 1932.

R. DE GUISE.

EXTENSION aux colonies de la loi du 13 février 1932.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 3 janvier 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

L'article 76 du code civil déterminant les énonciations qui doivent figurer dans l'acte de mariage a été modifié, par la loi du 13 février 1932, qui a abrogé le quinto du premier alinéa de cet article concernant l'énonciation de la mention qu'il n'existe aucune opposition pouvant empêcher le mariage.

Cette loi a été déclarée applicable par son texte même aux Antilles et à la Réunion. En vue de maintenir, l'unité de législation sur l'ensemble de notre domaine d'outre-mer, nous avons estimé qu'il convenait d'étendre lesdites dispositions à tous nos autres territoires administrés par le ministère des colonies.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions de bien vouloir agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Abel GARDEY.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 13 février 1932 abrogeant le paragraphe 5^e du premier alinéa de l'article 76 du code civil;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de la loi du 13 février 1932, abrogeant le paragraphe 5^e du premier alinéa de l'article 76 du code civil relatif aux énonciations de l'acte de mariage sont rendues applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français du Togo et du Cameroun, à l'exception de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion pour lesquelles il a été statué par ladite loi.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui

sera publié au journal officiel de la République française, aux journaux officiels des territoires intéressés et au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 3 janvier 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Abel GARDEY.

Station thermale

ARRETE N° 218 promulguant au Togo le décret du 6 février 1933, portant classement de la station thermale de Salies-du-Salat (Haute-Garonne).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 février 1933, portant classement de la station thermale de Salies-du-Salat (Haute-Garonne);

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo, placé sous le mandat de la France, le décret du 6 février 1933, portant classement de la station thermale de Salies-du-Salat (Haute-Garonne).

Lomé, le 4 avril 1933.

R. DE GUISE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 3 juillet 1897 sur les déplacements et les passages du personnel colonial, modifié par les décrets des 7 mai 1925, 14 août, 9 novembre 1926, 16 novembre 1929, 12 mars 1931 et 26 mai 1932;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La station thermale de Salies-du-Salat (Haute-Garonne) est ajoutée à celles où les fonctionnaires du service colonial et des services locaux peuvent être envoyés en traitement dans les conditions prévues à l'article 12, position 5, du décret du 3 juillet 1897, modifié par les décrets des 7 mai 1925, 14 août, 9 novembre 1926, 16 novembre 1929, 12 mars 1931 et 26 mai 1932.

ART. 2. — La durée du traitement dans cette station est fixée à vingt-et-un jours.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 6 février 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

Ouverture et annulation de crédits

ARRETE N° 219 promulguant au Togo le décret du 21 février 1933, approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo portant ouverture et annulation de crédits au budget annexe du chemin de fer et du wharf du Territoire pour l'exercice 1932.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 21 février 1933, approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo portant ouverture et annulation de crédits au budget annexe du chemin de fer et du wharf du Territoire pour l'exercice 1932;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 21 février 1933, approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo portant ouverture et annulation de crédits au budget annexe du chemin de fer et du wharf du Territoire pour l'exercice 1932.

Lomé, le 4 avril 1933.

R. DE GUISE.

RAPPORT

Au Président de la République Française

Paris, le 21 février 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le Commissaire de la République au Togo a pris, en conseil d'administration, le 21 décembre 1932, un arrêté portant ouverture de crédit supplémentaire et annulation de crédit au budget annexe du chemin de fer et du wharf du Territoire, exercice 1932.

Ces mesures ne soulevant aucune objection de ma part, j'ai fait préparer, en vue de leur ratification, conformément aux dispositions de l'article 81 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, le projet de décret ci-joint, que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 13 avril 1932 portant approbation des budgets du Togo, exercice 1932;

DECRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 628, pris en conseil d'administration, le 21 décembre 1932, par le Commissaire de la République au Togo et portant ouverture au chapitre III du budget annexe du chemin de fer et du wharf du Territoire, exercice 1932, d'un crédit supplémentaire s'élevant à 650.000 frs. et annulation d'un crédit équivalent au chapitre I du même budget.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 février 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

ARRETE N° 628 portant ouverture de crédit supplémentaire au budget annexe du chemin de fer et du wharf — exercice 1932.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 13 avril 1932 portant approbation des budgets du Togo pour l'exercice 1932;

Vu l'urgence et sous réserve d'approbation ultérieure par décret et en conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert au budget annexe du chemin de fer et du wharf — exercice 1932 — le crédit supplémentaire suivant :

CHAPITRE III. — Matériel . . . 650.000 francs.

ART. 2. — Il sera fait face à l'ouverture de ce crédit supplémentaire au moyen de l'annulation du crédit suivant :

CHAPITRE I. — Personnel . . . 650.000 francs.

ART. 3. — Le chef du service du chemin de fer ordonnateur du budget annexe du chemin de fer est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 21 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Extension aux colonies de la loi du 13 avril 1932

ARRETE N° 220 promulguant au Togo le décret du 24 février 1933, rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du Togo et du Cameroun la loi du 13 avril 1932 sanctionnant pénalement les manœuvres ayant pour but, de la part d'un époux, de dissimuler à son conjoint une action en divorce ou en séparation de corps.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 février 1933, rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du Togo et du Cameroun la loi du 13 avril 1932 sanctionnant pénalement les manœuvres ayant pour but, de la part d'un époux, de dissimuler à son conjoint une action en divorce ou en séparation de corps;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 24 février 1933, rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du Togo et du Cameroun la loi du 13 avril 1932 sanctionnant pénalement les manœuvres ayant pour but, de la part d'un époux, de dissimuler à son conjoint une action en divorce ou en séparation de corps.

Lomé, le 4 avril 1933.

R. DE GUISE.

RAPPORT*Au Président de la République Française.*

Paris, le 24 février 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La loi du 13 avril 1932, comblant une lacune du code pénal, a permis de sanctionner pénalement les manœuvres ayant pour but, de la part d'un époux, de dissimuler vis-à-vis de son conjoint une action en divorce ou en séparation de corps.

Fidèles à notre souci constant de maintenir la législation pénale dans les colonies en accord avec celle de la métropole, nous avons estimé qu'il convenait d'étendre les dispositions de la loi précitée à l'ensemble de notre domaine d'outre-mer.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,
Albert SARRAUT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Eugène PENANCIER.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu les articles 6, 8 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le mandat conféré à la France par la Société des nations sur les territoires du Togo et du Cameroun en application des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu la loi du 13 avril 1932;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendues applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du Togo et du Cameroun, les dispositions de la loi du 13 avril 1932 sanctionnant pénalement les manœuvres ayant pour but, de la part d'un époux, de dissimuler, vis-à-vis de son conjoint, une action en divorce ou en séparation de corps.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française, ainsi qu'à celui des colonies et territoires intéressés et qui sera, en outre, inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 24 février 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Eugène PENANCIER.

Police sanitaire maritime aux colonies

ARRETE N° 221 promulguant au Togo le décret du 24 février 1933, modifiant le décret du 27 décembre 1928 relatif à la police sanitaire maritime aux colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo,

Vu le décret du 24 février 1933, modifiant le décret du 27 décembre 1928 relatif à la police sanitaire maritime aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 24 février 1933 modifiant le décret du 27 décembre 1928 relatif à la police sanitaire maritime aux colonies.

Lomé, le 4 avril 1933.

R. DE GUISE.

RAPPORT*Au Président de la République Française.*

Paris, le 22 février 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

L'article 118 du décret du 27 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire maritime aux colonies, prescrit que les agents principaux de la santé sont choisis parmi les « médecins civils et militaires offrant toutes les garanties désirables pour remplir les fonctions de médecins sanitaires maritimes ».

Or, dans la marine marchande, l'appellation de « médecin sanitaire maritime » qualifie les docteurs en médecine reconnus, à la suite d'un examen spécial, aptes à figurer au tableau des médecins pouvant être embarqués comme tels sur les navires de commerce.

Il est résulté de la rédaction de cet article qu'il a été parfois interprété dans le sens que la possession du diplôme de médecin sanitaire maritime était un titre qui primait tous les autres titres universitaires ou professionnels quels qu'ils soient, pour l'obtention d'un emploi d'agent de la santé à terre.

Or, s'il y a certains points communs entre les connaissances que doit posséder le médecin des navires de commerce, et celles requises des agents de la santé assurant à terre la protection du territoire contre les contaminations de provenance maritime, cette analogie est loin d'être totale.

La possession du certificat d'aptitude aux fonctions de médecin des navires de la marine marchande ne peut constituer qu'un des éléments d'appréciation de la technicité générale du candidat à un emploi d'agent de la santé à terre.

En France et en Algérie, les agents de la santé des ports sont nommés par le ministre sur l'avis d'un jury spécial chargé de présenter un rapport sur les titres et garanties tant techniques qu'administratives que chacun des candidats présente.

Il m'a paru qu'une règle analogue devait être appliquée aux colonies pour la nomination des agents principaux de la santé afin de donner toutes garanties dans le choix de ces agents, et éviter par un texte précis toute divergence d'appréciation.

Tel est l'objet du projet de décret que j'ai l'honneur de présenter à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 8 octobre 1927 réglementant la police sanitaire maritime en France et en Algérie;

Vu le décret du 27 décembre 1928 portant règlement sur la police sanitaire maritime des colonies, pays de protectorat et territoires à mandat rattachés au ministère des colonies;

Vu les décrets du 7 juin 1919 et du 10 juillet 1924, réglementant la nomination en France et en Algérie, des directeurs de la santé, médecins de la santé, agents principaux et ordinaires de la santé;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 118 du décret du 27 décembre 1928 est abrogé et remplacé par le texte ci-après :

Art. 118. — Les agents principaux de la santé sont choisis parmi les médecins civils ou militaires offrant toutes les garanties désirables pour exercer ces fonctions. Ils sont nommés par le gouverneur ou commissaire de la République dans les territoires à mandat, sur la présentation d'un jury spécial chargé d'apprécier les titres des candidats au double point de vue de l'aptitude technique et administrative.

A cet effet, les candidats produiront un exposé de leurs titres touchant à l'épidémiologie exotique, la bactériologie, la pratique des services sanitaires acquise en France, aux colonies, dans la marine ou dans l'armée, particulièrement en ce qui concerne les désinfections, l'application des règlements sanitaires et l'aptitude administrative que comporte la direction du service.

La composition de ce jury sera fixée dans chaque colonie ou territoire à mandat, par arrêté local.

Il comprendra cinq membres, dont trois membres techniques, parmi lesquels le directeur de la santé et le directeur du laboratoire d'hygiène et de bactériologie. Les agents principaux de la santé sont les seconds du directeur de la santé et le représentant dans les circonscriptions sanitaires dont les limites sont fixées par décision de l'autorité locale.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 24 février 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

Fonctionnaires maintenus en France en sursis

ARRETE N° 222 promulguant au Togo le décret du 26 février 1933, modifiant l'article 77 du décret du 2 mars 1910 relatif aux fonctionnaires maintenus en France en sursis.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 26 février 1933, modifiant l'article 77 du décret du 2 mars 1910 relatif aux fonctionnaires maintenus en France en sursis;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 26 février 1933, modifiant l'article 77 du décret du 2 mars 1910 relatif aux fonctionnaires maintenus en France en sursis.

Lomé, le 4 avril 1933.

R. DE GUISE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les allocations accessoires de solde des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux;

Vu le décret du 20 avril 1924, modifié par celui du 16 février 1932;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa a, du paragraphe 11, de l'article 77, du décret du 2 mars 1910, modifié par

le décret du 16 février 1932, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« d) Sursis de départ dans l'intérêt du service ou retard du départ d'un paquebot à destination de leur colonie de service ou manque de places nécessaires à leur embarquement ».

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 février 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Albert SARRAUT.

Indemnités allouées aux chefs de colonies

ARRETE N° 223 promulguant au Togo le décret du 28 février 1933, relatif aux indemnités de représentation et de tournées allouées aux chefs de colonies autres que ceux en service en Indochine.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 28 février 1933, relatif aux indemnités de représentation et de tournées allouées aux chefs de colonies autres que ceux en service en Indochine;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 28 février 1933, relatif aux indemnités de représentation et de tournées allouées aux chefs de colonies autres que ceux en service en Indochine.

Lomé, le 4 avril 1933.

R. DE GUISE.

RAPPORT.

Au Président de la République Française.

Paris, le 28 février 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Mon attention vient d'être appelée sur le taux des indemnités de représentation et de tournées actuellement allouées aux gouverneurs généraux et aux gouverneurs des colonies.

Un décret du 27 janvier 1932 a déjà, en ce qui concerne l'Indochine, réduit de 10 pour 100 le montant de ces diverses allocations pour les fonctionnaires des corps métropolitains, coloniaux ou locaux, en service dans notre possession d'Extrême-Orient.

Il a paru utile d'appliquer une mesure analogue dans nos autres territoires d'outre-mer et de réduire dans la même proportion les indemnités de représentation et de tournées allouées aux chefs de ces colonies.

Tel est l'objet du présent décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 108 et 109 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux, ensemble les décrets subséquents qui l'ont modifié, notamment ceux des 15 septembre et 15 octobre 1929 et ceux des 8 décembre 1925, 1^{er} septembre 1926 et 2 juin 1927;

Vu le décret du 27 janvier 1932, réduisant de 10 pour 100 le montant des indemnités pour frais de service ou pour frais de représentation et de tournées, perçues, en vertu d'un décret par les fonctionnaires des cadres métropolitains, coloniaux et locaux en service en Indochine;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les indemnités de représentation prévues à l'article 108 du décret du 2 mars 1910, modifié par les décrets du 15 septembre 1929 et du 15 octobre 1929, sont réduites de 10 p. 100, sauf en ce qui concerne l'Indochine, pour laquelle le décret du 27 janvier 1932 est déjà intervenu.

ART. 2. — Les indemnités de tournées prévues à l'article 109 du décret du 2 mars 1910, modifié par les décrets des 8 décembre 1925, 1^{er} septembre 1926 et 2 juin 1927, sont réduites de 10 p. 100.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 février 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Albert SARRAUT.

Ouverture et annulation de crédits

ARRETE N° 224 promulguant au Togo le décret du 1^{er} mars 1933, approuvant l'arrêté n° 622 pris le 21 décembre 1932 en conseil d'administration par le Commissaire de la République au Togo et portant ouverture et annulation de crédits au budget local et au budget annexe de la santé publique et de l'assistance médicale du Togo (exercice 1932).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 1^{er} mars 1933, approuvant l'arrêté n° 662 pris le 21 décembre 1932 en conseil d'administration par le Commissaire de la République au Togo et portant ouverture et annulation de crédits au budget local et au budget annexe de la santé publique et de l'assistance médicale du Togo (exercice 1932);

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 1^{er} mars 1933 approuvant l'arrêté n° 622 pris le 21 décembre 1932 en conseil d'administration par le Commissaire de la République au Togo et portant ouverture et annulation de crédits au budget local et au budget annexe de la santé publique et de l'assistance médicale du Togo (exercice 1932).

Lomé, le 4 avril 1933.

R. DE GUISE.

RAPPORT

Au Président de la République Française,

Paris, le 1^{er} mars 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le Commissaire de la République au Togo a pris, en conseil d'administration, le 21 décembre 1932, un arrêté portant ouverture et annulation de crédits au budget local et au budget de la santé publique et de l'assistance médicale indigène, exercice 1932.

Ces mesures ne soulevant de ma part aucune objection, j'ai fait préparer, pour les ratifier, conformément aux dispositions de l'article 81 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, le projet de décret ci-joint, que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
Albert SARRAUT.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le mandat sur le Togo, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 13 avril 1932 portant approbation du budget local du Togo et du budget annexe de la santé publique et de l'assistance médicale indigène pour l'exercice 1932;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 622 pris le 21 décembre 1932 en conseil d'administration par le Commissaire de la République au Togo et portant :

1^o — Ouverture au chapitre III du budget local du Territoire, exercice 1932, d'un crédit supplémentaire s'élevant à 15.000 frs. et annulation d'un crédit équivalent au chapitre I du même budget;

2^o — Ouverture d'un crédit de 130.000 frs. au chapitre IV du budget de la santé publique et de l'assistance médicale indigène, exercice 1932, et annulation d'un crédit équivalent au chapitre III du même budget.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} mars 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Albert SARRAUT.

ARRETE N° 622 portant ouverture et annulation de crédits au budget local 1932.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 13 avril 1932 portant approbation des budgets du Togo, exercice 1932;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont ouverts au budget local et au budget annexe de la santé publique du Togo, exercice 1932 les crédits supplémentaires suivants :

BUDGET LOCAL

CHAPITRE III. — COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE
(Matériel)Art. 4. — *Inspection mobile.*

Parag. 1. — Dépenses d'inspection mobile 15.000,00

BUDGET DE LA SANTE PUBLIQUE

CHAPITRE IV. — TRANSPORT.

Article 1^{er}. — *Transport de personnel.*

Parag. 2. — Frais de transport . . . 90.000,00

Art. 2. — *Transport de matériel*

Parag. 1. — Frais de transport et emballage de matériel . . . 40.000,00

ART. 2. — Il sera fait face à l'ouverture de ces crédits supplémentaires au moyen de l'annulation des crédits suivants :

BUDGET LOCAL

CHAPITRE I. — DETTES EXIGIBLES.

Article 1^{er}. — *Intérêts et amortissements.*

Parag. 2. — Deuxième réalisation de 38.800.000 frs. par émission publique 15.000,00

BUDGET DE LA SANTE PUBLIQUE

CHAPITRE III. — SERVICES MÉDICAUX ET SANITAIRES
(Matériel)Art. 2. — *Pharmacie d'approvisionnements*

Parag. 1. — Achat de médicaments . 130.000,00

ART. 3. — L'ordonnateur-délégué du budget local est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 21 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Concours pour l'emploi de rédacteur stagiaire

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu les articles 10 et 11 du décret du 23 mai 1896 portant règlement d'administration publique sur l'organisation de l'administration centrale du ministère des colonies, modifiés par le décret du 31 décembre 1922;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Lorsque les besoins du service l'exigent, un concours est ouvert à Paris pour l'admission à l'emploi de rédacteur stagiaire à l'administration centrale du ministère des colonies.

Un arrêté du ministre des colonies fixe la date de ce concours, ainsi que le nombre de places dont l'administration peut disposer en faveur des candidats.

ART. 2. — L'arrêté du ministre est inséré au journal officiel au moins trois mois avant la date du concours.

ART. 3. — Les candidats doivent se faire inscrire sur une liste ouverte à cet effet au ministère des colonies (direction du personnel et de la comptabilité).

ART. 4. — Pour pouvoir se faire inscrire en vue du concours les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

1^o — Etre citoyen français jouissant de ses droits ;2^o — Remplir les conditions d'âge et de service permettant de prétendre à 60 ans à une pension de retraite ;3^o — Avoir satisfait aux obligations imposées par la loi sur le recrutement de l'armée, en ce qui concerne le service actif en temps de paix ;4^o — Produire l'un des diplômes ou certificats énumérés à l'article 10 du décret du 23 mai 1896, modifié par le décret du 31 décembre 1922.

Les candidats ne sont admis à prendre part aux épreuves qu'après constatation par un médecin désigné à cet effet qu'ils ne sont atteints d'aucune infirmité les rendant impropres au service des bureaux, ni d'aucune affection organique.

ART. 5. — Les candidats doivent joindre à leur demande d'admission les pièces suivantes :

1^o — Acte de naissance sur papier timbré ;2^o — Certificat de bonne vie et mœurs délivré par le maire de la résidence ou à Paris, par le commissaire de police, et ayant moins de trois mois de date ;3^o — Extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date ;4^o — Copie certifiée conforme du diplôme ou du certificat exigé pour prendre part au concours ;5^o — Un relevé des services militaires ou, à défaut, une pièce établissant que le candidat a satisfait aux obligations imposées par la loi sur le recrutement de l'armée.

ART. 6. — La liste des inscriptions est close un mois avant la date du concours.

ART. 7. — La liste des candidats admis à concourir est dressée et arrêtée par le ministre au moins douze jours avant l'ouverture du concours.

ART. 8. — Une commission nommée par arrêté ministériel composée :

D'un directeur ou sous-directeur
au ministère

Président

D'un inspecteur général ou inspecteur
des colonies,D'un sous-directeur ou d'un chef de
bureau du ministère,

De deux professeurs de l'école coloniale ou appartenant à d'autres établissements d'enseignement supérieur,

Membres

D'un sous-chef de bureau du ministère, Secrétaire
se réunit en séance secrète au plus tôt l'avant-veille

du jour fixé pour la première des deux épreuves écrites, prévues à l'article 13 et choisit trois sujets de composition pour chacune de ces deux épreuves.

Chacun des trois sujets de composition est placé sous une enveloppe cachetée, scellée et visée par tous les membres de la commission. Ces trois plis sont ensuite placés sous une enveloppe unique également cachetée, scellée et visée par tous les membres de la commission.

Les deux enveloppes, contenant chacune les trois sujets de composition destinés à chaque épreuve écrite sont conservées par le président de la commission et remises par lui à l'heure fixée pour chaque épreuve, aux fonctionnaires chargés de la surveillance du concours.

ART. 9. — Un sous-chef de bureau de l'administration centrale, délégué par le ministre et assisté de deux rédacteurs principaux ou rédacteurs, procède, avant chaque épreuve, à l'appel des candidats : l'ouverture du pli contenant les trois enveloppes, renfermant chacune un sujet de composition, est faite en présence de ces derniers ; l'un d'eux tire au sort, parmi les trois sujets de composition proposés, la question qui devra être traitée.

La surveillance des candidats pendant la durée des épreuves est assurée par les fonctionnaires désignés au présent article.

ART. 10. — Il est interdit aux candidats, sous peine d'être exclus du concours, d'avoir aucune communication, soit entre eux soit avec le dehors et de consulter aucun livre ou cahier, sauf ceux autorisés par l'article 13 pour la préparation de l'épreuve de la deuxième partie.

Tout candidat qui ne répond pas à l'appel de son nom est exclu du concours.

Les compositions sont faites sur un papier spécial mis à la disposition des candidats ; elles ne doivent porter ni nom, ni signature.

Tout candidat qui inscrirait son nom sur sa composition ou qui signerait celle-ci serait, par ce fait même exclu du concours.

Chaque candidat inscrit en tête de ses compositions une devise et un signe à son choix ; il les reporte sur un bulletin qui porte ses nom, prénoms et signature.

La devise et le signe choisis restent les mêmes pour les deux compositions.

La première composition et le bulletin placés dans deux enveloppes distinctes et fermées par un même cachet sont remis l'un et l'autre par chacun d'eux aux fonctionnaires surveillants.

La seconde composition est remise dans les mêmes conditions que la première.

ART. 11. — Les paquets contenant les compositions sont réunis dans une même enveloppe cachetée et scellée par les fonctionnaires surveillants.

Ceux-ci inscrivent sur cette enveloppe :

« Concours pour l'emploi de rédacteur stagiaire au ministère des colonies. Composition de..... » « et ils signent ».

Les paquets contenant les bulletins sont remis dans une autre enveloppe également cachetée et scellée portant la même inscription avec le mot « bulletin » et signée par les fonctionnaires surveillants.

ART. 12. — La commission prévue à l'article 8 est également chargée de la correction des épreuves écrites et de l'examen oral.

Un rédacteur principal ou un rédacteur peut être adjoint au secrétaire.

La commission reçoit de la direction du personnel et de la comptabilité un bordereau contenant un état sur lequel est indiquée la cote professionnelle attribuée à chacun des commis d'ordre et de comptabilité de l'administration centrale autorisés à prendre part au concours (cette cote s'ajoutera aux points obtenus par ces fonctionnaires dans les épreuves du concours).

Le président ouvre, en présence des deux membres de la commission appartenant à l'administration centrale, le paquet et les enveloppes contenant les compositions et conserve intacts ceux renfermant les bulletins. Les membres de la commission procèdent isolément à l'examen des compositions et apprécient en chiffre de 0 à 20 qu'ils inscrivent sur les compositions mêmes.

Les appréciations doivent être formulées comme suit :

- 0 Nul
- 1, 2 Très mal
- 3, 4, 5 Mal
- 6, 7, 8 Médiocre
- 9, 10, 11 Passable
- 12, 13, 14 Assez bien
- 15, 16, 17 Bien
- 18, 19 Très bien
- 20 Parfait

La moyenne des chiffres ainsi donnés constitue la valeur de chaque partie du concours qu'il y a lieu de multiplier par les coefficients indiqués à l'article 15 ci-après.

Cette opération terminée, le paquet contenant les bulletins des candidats est ouvert par le président de la commission ; le secrétaire inscrit les nom et prénoms des candidats sur les compositions.

La commission procède alors au classement des candidats d'après le nombre des points obtenus par chacun d'eux.

ART. 13. — Le concours est divisé en deux parties :

La première partie comprend :

A. — Une composition écrite sur un sujet d'histoire et de géographie coloniales. (Voir le programme annexé au présent arrêté).

Les candidats disposeront de six heures pour traiter cette composition.

B — Une composition écrite sur une question économique ou financière se rattachant au programme annexé au présent arrêté.

Les candidats disposeront de cinq heures pour traiter cette question.

Pour chacune des épreuves A et B, une note distincte sera attribuée :

- 1^o — Pour la forme et le plan;
- 2^o — Pour le fond.

Il sera fait application par moitié à ces deux notes des coefficients prévus à l'article 15.

Ces deux épreuves sont éliminatoires; tout candidat qui aura obtenu pour l'une de ces compositions une note moyenne inférieure à 9 et pour les deux compositions réunies un total de points inférieur à 24 ne sera pas admis à subir l'épreuve de la deuxième partie.

La deuxième partie comprend une épreuve orale d'une durée de vingt minutes sur une question de droit administratif préparée à l'aide de recueil de textes législatifs et réglementaires. Une demi-heure est accordée à chaque candidat pour la préparation de cette question.

Cette épreuve se divise elle-même en deux parties :

- 1^o — Exposé de la question;
- 2^o — Interrogation sur cette même question.

La durée de chacune de ces deux parties est de dix minutes.

En outre des épreuves indiquées ci-dessus, qui sont obligatoires, les candidats peuvent demander à subir un examen sur l'une des langues étrangères suivantes : anglais, allemand, espagnol, italien. Ils doivent faire connaître cette intention au moment de leur inscription pour le concours. Cette épreuve, d'une durée de quinze minutes pour chaque candidat, se compose d'une conversation en l'une de ces langues, accompagnée d'exercices de traduction au tableau (thème et version).

ART. 14. — Les règles édictées aux articles 9 à 12 inclus pour la surveillance des candidats, la remise et la correction des compositions sont communes aux deux épreuves écrites.

ART. 15. — Les coefficients indiquant la valeur relative de chacune des compositions sont les suivants :

1^{re} Partie

Epreuve A	8
Epreuve B	6

2^e Partie

Epreuve obligatoire	6
Epreuve facultative de langue étrangère	3

ART. 16. — L'épreuve B de la première partie a lieu le lendemain de l'épreuve A.

ART. 17. — L'épreuve orale a lieu à partir du quinzième jour qui suit la dernière épreuve écrite. Les questions sont tirées au sort.

ART. 18. — Lorsque l'épreuve orale est terminée, le président réunit les membres de la commission et dresse la liste, par ordre de mérite, des candidats.

Les candidats qui auront obtenu, pour l'ensemble des trois épreuves obligatoires, un nombre de points inférieur à 240, seront exclus de la liste; il en sera de même pour ceux dont l'épreuve orale aura été appréciée par une note moyenne inférieure à 9.

Pour l'épreuve facultative de langue vivante la fraction de la note au-delà de 12 compte seule et est affectée du coefficient correspondant.

La cote professionnelle, attribuée aux commis d'ordre et de comptabilité de l'administration centrale par le conseil des directeurs ne peut entraîner une majoration de points supérieure à 10.

ART. 19. — La liste définitive de classement est approuvée par le ministère.

ART. 20. — Les candidats sont pourvus d'emplois au fur et à mesure des vacances qui, en conformité de l'article 10 du décret du 23 mai 1896, modifié par le décret du 31 décembre 1922, doivent leur être attribuées et dans l'ordre de leur classement jusqu'à concurrence du nombre de places déterminé par l'administration au moment de l'ouverture du concours.

ART. 21. — Sont abrogées les dispositions antérieures au présent arrêté.

Fait à Paris, le 31 décembre 1932.

Albert SARRAUT.

PROGRAMME DU CONCOURS

Première partie — Ecrite.

EPREUVE A.

Histoire et géographie coloniales.

Anciennes possessions françaises — Notions générales d'histoire de colonisation — Premiers établissements français en Amérique et aux Indes — Origine de nos colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane, de Saint-Pierre et Miquelon, de la Réunion et des Etablissements de l'Inde.

Situation de l'Empire colonial français après les traités de 1815, principales dispositions intervenues depuis cette date et concernant nos anciennes possessions.

Géographie de nos colonies de la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, Saint-Pierre et Miquelon, la Réunion et des Etablissements français dans l'Inde. Leurs productions.

Océanie — Voyages d'exploration en Océanie — Notions sommaires sur le développement de l'influence des grandes puissances européennes en Océanie et dans le Pacifique — La Nouvelle-Calédonie, Condominium

franco-britannique aux Nouvelles-Hébrides. Les établissements français d'Océanie.

Afrique occidentale, Afrique équatoriale françaises, Côte Française des Somalis — Développement de l'influence française en Afrique — Campagnes militaires et principaux voyages d'explorations en Afrique occidentale — Création des colonies de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey, du Soudan, du Niger — Réorganisation de l'Afrique occidentale — Explorations au Congo — Constitution de la colonie de l'Afrique équatoriale française — Partage politique de l'Afrique — Principales conventions de délimitation — Acte général de la conférence de Berlin du 26 février 1885 et acte général de la conférence de Bruxelles du 2 juillet 1890 — Conquête des colonies allemandes pendant la guerre de 1914 à 1918 — Traité de Versailles du 28 juin 1919; ses principales dispositions sur le sort des anciennes colonies allemandes, sur l'institution d'une société des nations et sur le contrôle à exercer par cet organisme. Territoires sous mandat de la Société des nations; statut du Togo et du Cameroun.

Convention du 10 septembre 1919 modifiant l'acte général de Berlin, réglant à nouveau le régime des spiritueux et le trafic des armes en Afrique.

Convention de Genève (1926) relative à l'esclavage promulguée par décret du 8 juillet 1931.

Géographie de nos possessions d'Afrique — Principales productions.

Madagascar — Développement de l'influence française à Madagascar — Notre établissement à Diégo-Suarez — Conquête et annexion.

Géographie — Situation, étendue de l'île — Montagnes, principaux cours d'eau, etc... Description des côtes — Richesse du sol — Produits agricoles et miniers.

Les terres australes françaises.

Indochine — Origine des races indochinoises — La domination chinoise en Annam (Emancipation de l'Annam. L'ancien Cambodge et les anciens Siamois — Aperçus historiques sur l'Annam) le Cambodge et le Siam — Les Européens en Indochine avant le dix-neuvième siècle — Conquête de la Cochinchine par la France — Protectorat du Cambodge — Conquête du Tonkin et de l'Annam — Traités divers réglant les rapports de la France avec l'Annam, le Cambodge et le Siam — Géographie — Climats — Le Mékong et ses affluents — Le Grand Lac — La basse Cochinchine — Le Laos français, le Ménam et le Royaume de Siam — L'Annam et la chaîne annamitique — Le Tonkin et ses rivières — Les frontières sinoannamites — Cession à bail et organisation du territoire de Kouang-Tchéou-Wan — Développement de l'influence française au Yunnan — Résolution de la conférence de Washington de 1921-1922, spécialement en ce qui concerne les relations de la France avec la Chine et ses établissements dans le Pacifique — Le développement

économique de l'Indochine — Sa place et son importance en Extrême-Orient et au regard du Pacifique.

Géographie générale — Notions générales de géographie politique et économique — L'empire colonial français envisagé dans son ensemble et dans la place qu'il tient au milieu des puissances et des colonies étrangères.

La politique indigène de la France en Indochine, en Afrique occidentale, à Madagascar.

EPREUVE B.

Régime économique et financier.

Comptabilité publique — Budget de l'Etat; préparation, vote, exécution — Crédits supplémentaires et extraordinaires — Décret du 31 mai 1862 — Exercice et gestion — Emploi des crédits ordonnateurs et comptables — Durée de l'exercice — Exercices clos et périmés, déchéances — Contrôle — Cour des comptes — Contrôle des dépenses engagées — Loi du 10 août 1922 — Comptes ministériels — Loi de règlement du budget — Le contrôle financier local (décrets des 22 mars 1907 et 19 novembre 1931). — L'inspection des colonies, organisation, fonctionnement.

Application des règles de la comptabilité publique dans les colonies — Budgets généraux, locaux, annexes, budgets municipaux — Décret du 30 décembre 1912 — Décret du 4 juillet 1929 — Article 33 de la loi de finances du 13 avril 1900 et 55 de la loi de finances du 29 juin 1918 — Article 127 de la loi de finances du 13 juillet 1911.

Impôts — Autorités compétentes pour établir les impôts dans les diverses colonies — Gouvernements généraux, colonies pourvues de conseils généraux — Colonies non pourvues de conseils généraux — Pouvoirs et attributions des conseils généraux et des conseils coloniaux.

Principaux impôts aux colonies — Impôts directs : formes diverses de l'impôt foncier : impôt de capitation sur les indigènes; impôt personnel sur les Asiatiques étrangers (Indochine) — Impôts indirects : règles financières en Indochine (sel, alcool, opium); droits de consommation : octroi de mer au profit des communes — Législation spéciale aux emprunts des colonies.

Régime douanier — Lois des 7 mai 1881 et 11 janvier 1892 et lois complémentaires — Régime douanier colonial tel qu'il résulte de la loi du 13 avril 1928 — Colonies où le tarif métropolitain est applicable, tarif spécial — Colonies où le tarif métropolitain n'est pas applicable. Dispositions de la loi du 13 avril 1928 les concernant — Régime d'égalité commerciale spécial à certains territoires d'Afrique — Régime des sucres coloniaux.

Banques — Banques coloniales de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion — Banques de l'Indochine, de l'Afrique occidentale

et de Madagascar. Origine, organisation et nature des opérations de ces différentes banques — Le crédit agricole aux colonies.

Législation domaniale et régime foncier — Domaine de l'Etat et domaine local — Ordonnance des 26 janvier et 17 août 1825 — Domaine maritime — Domaine de l'Etat en Nouvelle-Calédonie et à la Guyane — Législation domaniale en Indochine, en Afrique occidentale, à Madagascar, à Mayotte et aux Comores. Propriété foncière — Aliénation de terres domaniales. Constitution de la propriété individuelle dans l'Inde française. Domaine public et régime des concessions coloniales — Les grandes concessions en Afrique équatoriale française — Système de l'act Torrens — Ses applications à Madagascar, en Afrique équatoriale et en Afrique occidentale française et en Indochine.

Réglementation du travail indigène aux colonies.

Application des lois sociales aux colonies (notamment législation sur les accidents du travail).

Décret du 21 août 1930 réglementant le travail public obligatoire aux colonies.

*

* *

Deuxième partie — Orale.

Législation coloniale et organisation administrative, Ministère des colonies — Organisation et attributions — Recrutement — Avancement — Solde et pensions du personnel des services coloniaux et locaux — Comptabilité publique (même programme que pour l'épreuve B).

Adjudications et marchés de travaux et de fournitures. Décrets des 18 novembre 1882 et 26 octobre 1898. Arrêté ministériel et conditions générales des 20 janvier et 7 juillet 1899. Transports maritimes — Contrôles.

Régime législatif des colonies — Ordonnance et décrets organiques — Sénatus-consulte des 3 mai 1854 et 4 juillet 1866 — Règles applicables à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion — Règles applicables aux autres colonies — Régime des décrets — Application des codes, lois et règlements métropolitains aux colonies — Promulgation des lois et décrets. Le conseil supérieur des colonies, son rôle, son organisation actuelle.

Organisation des colonies — Pouvoirs du ministre vis-à-vis des gouverneurs des colonies — Pouvoirs des gouverneurs généraux et gouverneurs — Décret du 20 octobre 1911 portant organisation politique, administrative et financière de l'Indochine — Attributions des chefs d'administration et de service — Organisation des gouvernements généraux de l'Indochine, de Madagascar, de l'Afrique occidentale et de l'Afrique équatoriale.

Conseils généraux — Conseils privés — Conseils d'administration, conseils de gouvernement, conseil

colonial du Sénégal — Conseil colonial de la Cochinchine — Le grand conseil des intérêts économiques et financiers de l'Indochine. Les délégations économiques et financières de Madagascar. Conseils du contentieux administratifs. Organisation militaire des colonies. Décret du 24 août 1929 relatif à la défense des colonies. Relations entre l'autorité civile et l'autorité militaire. Organisation judiciaire. Justice française. Justice en matière indigène. Du régime de l'indigénat. Droit électoral — Représentation des colonies au parlement et au conseil supérieur des colonies — Accession des indigènes au droit de citoyen. Régime municipal.

Administration pénitentiaire coloniale — Lois des 30 mai 1854 et 24 mai 1885 concernant la transportation et la relégation. Organisation, administration et surveillance des établissements pénitentiaires : main-d'œuvre pénale, engagement et mise en concession des condamnés.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 31 décembre 1932.

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

Recours en grâce.

Paris, le 8 mars 1933.

LE MINISTRE DES COLONIES,

A messieurs les gouverneurs généraux, gouverneurs des colonies et Commissaires de la République au Togo et au Cameroun.

M. le Président de la République a été amené à constater, au cours de ces derniers mois, que les dossiers de grâce, même lorsqu'ils concernent des condamnés à mort, sont souvent incomplets.

Tantôt, certaines pièces mentionnées sur les bordereaux sont absentes, tantôt, certains documents essentiels, tels que l'arrêt de condamnation ou le rapport du chef du service judiciaire, par exemple, manquent. Un des derniers soumis au chef de l'Etat ne comportait même aucune pièce relative à l'information ou aux débats; il était réduit aux rapports émanant des autorités locales.

M. le Président de la République a, en conséquence, exprimé le désir que votre attention la plus vigilante soit appelée sur ces errements et qu'à l'avenir vous veilliez vous-même à ce que les dossiers de grâce me soient adressés, soigneusement classés et très complets.

Je rappelle que toute proposition de mesure gracieuse doit être appuyée du dossier judiciaire de l'affaire dans son intégralité, dès l'ouverture de l'information jusqu'à ce que la condamnation soit devenue définitive. Un bordereau descriptif et récapitulatif devra, dans tous les cas, encarter toutes les pièces qui, en raison de leur importance, devront être cousues

chacune et reliées ainsi à l'ensemble du dossier par un lien solide.

D'autre part, j'attacherais du prix à ce que les avis de chaque fonctionnaire ou magistrat appelé à se prononcer sur la grâce soient dûment motivés. J'ai observé fréquemment que le directeur du pénitencier ou de la prison formulait, par exemple, un avis favorable basé sur la bonne conduite du détenu depuis son incarcération. Le magistrat du parquet général, nonobstant cette appréciation, se bornait à faire précéder sa signature des mots « avis défavorable » ; sans plus. Il en était de même du gouverneur ou du gouverneur général. Ainsi, le département se trouve en présence d'opinions nettement contradictoires. De surcroît, la seule qui comporte des explications émane presque constamment du chef de l'établissement où est incarcéré le condamné.

Ainsi que vous le savez, le chef de l'Etat, par l'article 3, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 25 février 1875 est investi, à titre personnel, du droit de grâce. Cette attribution, essentielle et absolue, commande, par son caractère même, au premier magistrat de la République la plus grande circonspection.

Dès lors, il tombe sous le sens que, pour être à même de l'exercer dans toute sa plénitude et en toute connaissance de cause, le Président de la République doit pouvoir disposer de tous les éléments d'appréciation que le ministre qui contresigne le décret est lui-même en mesure de lui procurer.

Spécialement, lorsqu'il s'agit de la vie d'un être humain on ne pourrait, sans faillir au minimum de conscience professionnelle négliger de produire tous les documents susceptibles de servir d'éléments d'appréciation.

Je ne saurais donc trop insister pour que vous donniez des instructions très nettes dans le sens des prescriptions ci-dessous et pour que vous teniez personnellement la main à la stricte exécution de ces instructions.

Je vous demande enfin de m'accuser réception de la présente circulaire qui devra être publiée au journal officiel du Territoire que vous gouvernez.

Albert SARRAUT.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Services civils

ARRETE N° 128 complétant l'arrêté du 23 avril 1925 réorganisant le cadre du personnel des services civils du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 23 avril 1925 réorganisant le cadre du personnel des services civils du Territoire;

Vu la circulaire ministérielle n° 56/A du 11 décembre 1931, relative à l'admission d'ordre et de comptabilité de l'administration centrale du ministère des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Des emplois de commis et d'adjoints des services civils peuvent être attribués dans la limite d'un emploi par an aux commis d'ordre et de comptabilité du ministère des colonies comptant un minimum de 2 ans de services effectifs dans l'administration centrale.

Les nominations ont lieu au grade comportant traitement égal, ou à défaut immédiatement supérieur, à celui perçu dans le cadre d'origine, et après examen par le Commissaire de la République, du dossier de l'intéressé.

Tout agent ainsi admis dans le cadre des services civils prend rang à la fin de la liste d'ancienneté de sa classe.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 14 mars 1932.

R. DE GUISE.

Prix de revient du café

ARRETE N° 91 fixant le prix de revient du kilogramme de café dans le territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 31 mars 1931 instituant une taxe spéciale sur le café, ensemble le décret d'application du 31 mai 1931;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le prix de revient du kilogramme de café du territoire du Togo est fixé à 7 frs. 50.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 12 février 1933.

R. DE GUISE.

(Approuvé par câble n° 52 du 25 mars du département.)

Police des chemins de fer

DECISION N° 231 rapportant la décision du 23 novembre 1932, chargeant le commissaire de police de Lomé de la police des chemins de fer et du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 5 novembre 1932 organisant le service des chemins de fer et du wharf;

Vu la décision du 23 novembre 1932 chargeant le commissaire de police de Lomé de la police des chemins de fer et du wharf;

Vu l'arrêté du 14 février 1933 créant un service de police et de sûreté;

Vu la décision du 15 février 1933 nommant M. REHART chef du service de police et de sûreté;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — La décision susvisée du 23 novembre 1932 est et demeure rapportée.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 21 mars 1933.

R. DE GUISE.

Classement du personnel

ARRETE N° 170 complétant les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 24 janvier 1933 modifiant le classement du personnel appartenant aux cadres locaux européens du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 24 janvier 1933 modifiant le classement du personnel appartenant aux cadres locaux européens du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté du 24 janvier 1933 modifiant le classement du personnel appartenant aux cadres locaux européens du Togo est complété comme suit :

« Entrent en ligne de compte dans le calcul des quatorze années de services civils effectifs les majorations dont ont bénéficié les fonctionnaires et agents dans les cadres locaux européens du Togo au titre des lois du 1^{er} avril 1923 et 17 avril 1924.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mars 1933.

R. DE GUISE.

Création d'une école

ARRETE N° 174 portant création d'une école de village.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 28 juin 1928 réorganisant l'enseignement officiel au Togo;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement p. i.;

Après avis du commandant de cercle de Lomé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une école de village est créée à Mission-Tové (cercle de Lomé).

ART. 2. — Le présent arrêté qui a son effet pour compter du 18 mars 1933, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 mars 1933.

R. DE GUISE.

Indemnité pour frais de représentation

ARRETE N° 175 portant modification à l'arrêté du 28 janvier 1929 fixant le tableau des suppléments de fonctions et des indemnités diverses aux fonctionnaires, employés et agents en service dans le territoire du Togo, et portant fixation de l'indemnité pour frais de représentation allouée à l'administrateur-maire de la commune-mixte de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 65 du 28 janvier 1929 fixant le tableau des suppléments de fonctions et des indemnités diverses aux fonctionnaires, employés et agents en service dans le territoire du Togo et portant fixation de l'indemnité pour frais de représentation allouée à l'administrateur-maire de la commune-mixte de Lomé;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure abrogée la disposition du tableau n° 5, annexé à l'arrêté du 28 janvier 1929 susvisé, relative à l'indemnité pour frais de représentation allouée au commandant de cercle de Lomé.

ART. 2. — Il est alloué à l'administrateur-maire de la commune-mixte de Lomé une indemnité annuelle pour frais de représentation de 9.600 francs.

Le montant de cette indemnité sera imputé pour 3.600 francs sur le budget local et 6.000 francs sur le budget de la commune-mixte de Lomé.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 mars 1933.

R. DE GUISE.

Conditions de paiement par chèques ou virements en banque

ARRETE N° 178 complétant l'arrêté N° 310 du 4 juin 1927 réglementant les conditions de paiement par chèques ou virements en banque.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 310 du 4 juin 1927 réglementant au Territoire les conditions de paiement par chèques ou virements en banque;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté susvisé du 4 juin 1927 est complété comme suit :

« Les créanciers de l'Etat, du budget général, des budgets locaux et communaux »

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 mars 1933.

R. DE GUISE.

Indemnité de zone

ARRETE N° 179 accordant au personnel militaire en service au Territoire le bénéfice de l'indemnité de zone.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 580 du 20 novembre 1932 fixant le taux des indemnités de zone, spéciale du Togo et de cherté de vie à partir du 1^{er} janvier 1933;

Vu le décret du 14 janvier 1933 abrogeant le décret du 12 mars 1928 rendant applicables au Togo les dispositions des décrets des 10 février et 22 septembre 1926 instituant une indemnité spéciale de l'Afrique occidentale et une indemnité provisoire de 12% sur cette dernière en faveur des officiers et sous-officiers à solde mensuelle;

Vu l'arrêté n° 48 du 28 janvier 1930 instituant une indemnité dite de compensation pour le personnel militaire détaché hors cadres au Togo;

Vu l'arrêté n° 157 du 1^{er} avril 1932 modifiant les taux de l'indemnité de compensation allouée au personnel militaire hors cadres au Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés :

1° — L'arrêté n° 48 du 28 janvier 1930 instituant une indemnité dite de compensation pour le personnel militaire détaché hors cadres au Togo;

2° — L'arrêté n° 157 du 1^{er} avril 1932 modifiant les taux de l'indemnité de compensation allouée au personnel militaire hors cadres au Togo.

ART. 2. — Le personnel militaire, hors cadres, en service au Territoire, aura droit à l'indemnité de zone fixée par le tableau figurant à l'article premier de l'arrêté n° 580 du 20 novembre 1932.

ART. 3. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} mars 1933, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 mars 1933.

R. DE GUISE.

Monnaies anglaises

ARRETE N° 198 autorisant certaines caisses publiques à recevoir les monnaies anglaises.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et tous les décrets modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1930 prohibant la circulation du penny et du half penny;

Vu le décret du 28 janvier 1931 autorisant le Commissaire de la République au Togo à fixer le cours de la livre dans les caisses publiques;

Vu l'arrêté n° 361 du 27 juin 1931 fixant les conditions dans lesquelles les monnaies anglaises pourront être reçues ou données en paiement par les caisses publiques;

Après avis du trésorier-payeur;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les agences spéciales de Sannane-Mango et de Sokodé sont autorisées à percevoir la monnaie anglaise en paiement de la taxe de circulation.

ART. 2. — Les monnaies reçues devront faire l'objet d'un envoi en groupes chargés à la fin de chaque mois et à chaque changement du cours de la livre. Les envois devront être accompagnés d'un état donnant le détail des recettes effectuées et le numéro de chaque opération passée au livre-journal.

ART. 3. — Tous les récépissés délivrés aux parties prenantes devront comporter au verso une mention à l'encre rouge, indiquant que le versement a été effectué en livres au cours de X francs. La souche devra être annotée de la même façon.

ART. 4. — Les commandants des cercles de Sannane-Mango et de Sokodé sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 mars 1933.

R. DE GUISE.

Conseils de notables

ARRETE N° 200 prononçant la démission de certains membres de conseils de notables.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 4 novembre 1924, réorganisant les conseils de notables du Territoire; modifié par l'arrêté du 16 janvier 1933;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. J. K. CREPPY est déclaré démissionnaire de ses fonctions de membre du conseil des notables du cercle d'Anécho.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 mars 1933.

R. DE GUISE.

Enseignement privé

ARRETE N° 201 abrogeant l'arrêté n° 490 du 7 octobre 1932 et portant modification aux textes organisant l'enseignement privé au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 18 mai 1929 organisant l'enseignement privé au Togo (école de la mission protestante);

Vu l'arrêté du 17 juin 1929 organisant l'enseignement privé au Togo (école de la mission catholique);

Vu l'arrêté du 14 février 1930, organisant l'enseignement privé au Togo (école de la mission protestante wesleyenne);

Vu l'arrêté n° 163 du 31 mars 1931 modifiant les articles 4, 12, 14 et 16 des arrêtés susvisés organisant l'enseignement privé au Territoire;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1932 modifiant l'arrêté du 31 mars 1931;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté du 7 octobre 1932 susvisé est et demeure abrogé.

ART. 2. — L'article 14, paragraphe 2 de l'arrêté du 31 mars 1931 susvisé est complété ainsi qu'il suit :

c) « Pour faute morale intéressant la bonne marche de la mission le retrait temporaire d'emploi jusqu'à trois mois, sur le rapport du directeur des écoles de la mission intéressée ».

Le reste sans changement.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 mars 1933.

R. DE GUISE.

Mise en observation sanitaire

ARRETE N° 202 rapportant l'arrêté N° 101 du 17 février 1933 mettant en observation sanitaire les navires en provenance de Sekondi (Gold-Coast).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 27 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire maritime aux colonies;

Vu l'arrêté n° 101 en date du 17 février 1933 mettant en observation sanitaire les navires en provenance de Sekondi (Gold-Coast);

Sur la proposition du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure rapporté l'arrêté sus-visé du 17 février 1933 mettant en observation sanitaire les navires provenant de Sekondi (Gold-Coast).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 mars 1933.

R. DE GUISE.

Création d'une société sportive

ARRETE N° 203 autorisant la création à Lomé d'une société sportive dite : « l'Union Sportive Togolaise ».

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 10 avril 1834 sur les associations;

Vu les articles 291 à 294 inclus du code pénal;

Vu la demande en date du 17 mars 1933 du sieur Paul d'OLIVEIRA;

Après avis de l'administrateur-maire de Lomé et du chef du service de l'éducation physique et des sports;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la création à Lomé d'une société sportive dite : « l'Union Sportive Togolaise » ayant pour objet la pratique du foot-ball.

ART. 2. — Sont approuvés les statuts de ladite société tels qu'ils ont été établis et annexés à la demande présenté le 17 mars 1933 par le sieur Paul d'OLIVEIRA.

ART. 3. — Cette société pourra, le cas échéant, être dissoute par simple arrêté du Commissaire de la République, soit pour violation de ses statuts, soit par mesure d'ordre public.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 mars 1933.

R. DE GUISE.

Mesures de sécurité à bord des navires.

DECISION N° 278 chargeant le chef du service des travaux publics du contrôle de l'application des mesures spéciales de sécurité à bord des navires métropolitains à passagers.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du ministre de la marine marchande en date du 21 janvier 1933 fixant les prescriptions spéciales de sécurité applicables à bord des navires à passagers;

Vu la circulaire ministérielle n° 186 M.M. du 10 février 1933;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le chef du service des travaux publics est chargé de contrôler l'exécution à bord des navires métropolitains à passagers touchant le port de Lomé des prescriptions spéciales de sécurité prévues par l'arrêté susvisé du 21 janvier 1933.

ART. 2. — En cas d'empêchement il peut déléguer cette fonction au chef du service du chemin de fer et du wharf.

ART. 3. — Ces fonctionnaires doivent, au préalable, prêter serment devant le tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

ART. 4. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 29 mars 1933.

R. DE GUISE.

Prime aux cafés exportés

ARRETE N° 208 fixant la prime à payer aux cafés exportés.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 31 mars 1931 portant 1^o — création de caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français. 2^o — établissement d'une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers;

Vu le décret du 31 mai 1931 portant application de la loi précitée;

Vu l'arrêté du 22 février 1933 réglementant l'attribution de la prime à l'exportation des cafés;

Vu l'arrêté du 12 février 1933 fixant le prix de revient du café par kilogramme dans le territoire du Togo;

Vu le câblogramme n° 52 du 25 mars 1933 du ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La prime prévue à l'article 17 du décret du 31 mai 1931 susvisé est fixée : 0 fr. 55 centimes par kilogramme pour les exportations effectuées du 1^{er} avril 1933 au 30 juin 1933 inclus.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 mars 1933.

R. DE GUISE.

Rôles supplémentaires

PAR ARRÊTÉ DU 30 MARS 1933 :

Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1932 détaillés ci-après :

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION			MONTANT
343	Atakpamé	Impôt personnel indigène			80,00
344	Anécho	— — —			30,00
345	Anécho	— — —			2.020,00
346	Atakpamé	Rachat de prestations			8,00
347	Anécho	— — —			8,00
348	Anécho	— — —			808,00
349	Atakpamé	Taxe assistance médicale			40,00
350	Anécho	— — —			15,00
351	Anécho	— — —			1.212,00
		Patentes			
			Principal	Centimes Additionnels	
352	Anécho		787,50	275,62	1.063,12
353	Mango		320,00	112,00	432,00
		Licences			
354	Anécho		150,00	75,00	225,00
355	Atakpamé	Taxe sur les armes			83.320,00
356	Anécho	— — —			9.660,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 31 mars.

Résidence de l'administrateur-maire

ARRETE N° 210.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 janvier 1914 portant règlement sur l'installation, l'ameublement, la domesticité et les frais divers des hôtels des gouverneurs et autres fonctionnaires ayant droit à la gratuité du logement et de l'ameublement;

Vu l'arrêté n° 578 du 20 novembre 1932 créant la commune-mixte de Lomé;

Vu les charges représentatives incombant à l'administrateur-maire de la commune-mixte de Lomé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La résidence de l'administra-

teur en chef, maire de la commune-mixte de Lomé, et commandant du cercle du même nom est classée dans la catégorie spéciale prévue au décret du 23 janvier 1914.

ART. 2. — Les dépenses d'ameublement résultant de la mise en application du présent arrêté, effectuées dans la limite des disponibilités seront imputables au budget de la commune-mixte.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié au journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 mars 1933.

R. DE GUISE.

Armes et munitions

Lomé, le 31 mars 1933.

CIRCULAIRE à messieurs les commandants de cercle.

Les derniers états numériques trimestriels et le rapport annuel ont attiré mon attention sur la contradiction qui existe entre les termes des circulaires n° 907 du 17 novembre 1922 et n° 1674 du 3 octobre 1927, relatives à la réglementation des armes à feu et de leurs munitions, et ceux du décret du 18 août 1922 réglementant la vente, la cession et la détention des armes à feu et des munitions au Togo.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous faire connaître, que j'ai décidé d'annuler toutes les dispositions de ces circulaires, notamment celles concernant les armes de traite, qui sont contraires aux prescriptions du décret précité du 18 août 1922 modifié par ceux du 7 septembre 1926 et du 22 octobre 1929.

Conformément aux dispositions de l'article 19 de ce décret, vous pourrez autoriser les indigènes à conserver les fusils à pierre en leur possession à l'exclusion des fusils à piston qui devront être peu à peu retirés et détruits.

Mais vous ne devrez, à l'avenir, délivrer aucun permis d'achat, même pour remplacer les armes détériorées à la destruction desquelles vous voudrez bien veiller.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de la présente circulaire.

R. DE GUISE.

MODIFICATIF à la liste des fonctionnaires et agents européens et indigènes susceptibles de percevoir l'indemnité représentative fixe de transport instituée par arrêté n° 263 du 5 mai 1928.

Par dérogation aux dispositions du huitième alinéa de la liste ci-dessus mentionnée;

Sur la demande de M. le commandant de cercle d'Atakpamé formulée dans sa lettre n° 339 du 8 mars;

Vu les nécessités du service;
sont susceptibles de bénéficier, de l'indemnité fixe de transport les gardes détachés à la police du cercle d'Atakpamé jusqu'à concurrence de la moitié de l'effectif avec un maximum de 20.

Lomé, le 23 mars 1933.

R. DE GUISE.

RECTIFICATIF à l'arrêté N° 19 du 10 janvier 1933 fixant pour l'année 1933 les effectifs et la répartition des forces de police.

Effectif Budgétaire 1933

PELOTONS	TOTAUX	
	Au lieu de	Lire
Détachement de police de Lomé	25	45
Compagnie de milice	84	131
Section milice Sokodé	33	40
Peloton de la garde indigène de Lomé	42	60

Le reste sans changement.

Lomé, le 4 mars 1933

Le Commissaire de la République,

R. DE GUISE.

ERRATUM au journal officiel du 16 mars 1933.

Arrêté n° 157 du 11 mars 1933, organisant le cadre supérieur de la police, page 179 — 2^e colonne 19^e ligne en commençant par en haut.

au lieu de :

« collet »

lire :

« col ».

NOMINATIONS. MUTATIONS ETC.
CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Douanes****ARRÊTÉ de nomination du 5 novembre 1932.**

Sont élevés, sur place, à la 2^e classe de leur grade, les contrôleurs de 3^e classe recrutés sous le régime antérieur au décret du 24 décembre 1927, dont les noms suivent :

b — A compter du 1^{er} décembre 1932.

Choix : M. LAPIQUONNE (Macaïre), au Togo.

ARRÊTÉ de nomination du 16 novembre 1932.

Sont réintégrés provisoirement en France et affectés à Paris (à la suite), pour la période du 15 mars au 14 juillet 1933 inclusivement, pendant laquelle ils suivront les cours de l'école des vérificateurs, les agents des douanes coloniales dont les noms suivent, qui ont été déclarés admissibles aux épreuves orales du concours des 19 et 20 septembre 1932 pour les grades de contrôleur-rédacteur et de vérificateur :

M. THOMAS, contrôleur au Togo.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Nominations

Par arrêté du :

25 mars 1933. — M. REHART Adolphe, inspecteur après 4 ans du cadre commun supérieur de la police de l'A. O. F. est intégré dans le cadre supérieur de la police du Togo au grade d'inspecteur de 1^{re} classe.

Son ancienneté dans ce grade remontera au 1^{er} juillet 1932.

Par décision du :

24 mars 1933. — M^{me} MATHIEU est chargée de l'enseignement de la couture aux filles de l'école régionale de Palimé.

Cet enseignement sera rétribué à raison de 12 francs par heure de cours, jusqu'à concurrence de 5 heures par semaine sur certificat de service fait.

Résiliation d'engagement

Par décision du :

30 mars 1933. — Est et demeure rapportée la décision n° 699 du 14 octobre 1932 portant engagement de M^{me} L. CERVEAUX en qualité de sténo-dactylographe.

Suspension de fonctions

Par décision du :

5 avril 1933. — Est et demeure rapportée pour compter de ce jour la décision n° 205 en date du 12 mars 1933 portant suspension de fonctions de M. VAN ORMELINGEN, administrateur-adjoint des colonies.

M. VAN ORMELINGEN est affecté pour ordre au cercle de Lomé.

Promotions

Par arrêté du :

31 mars 1933. — Sont promus à compter du 1^{er} avril 1933 :

Cadre des services civils du Togo au grade d'adjoint

M. BARMA, commis (choix) conserve 21 jours d'ancienneté pour services militaires.

M. GUERIN, commis (ancienneté) conserve 1 an 2 mois d'ancienneté pour services militaires.

Cadre des travaux publics du Togo au grade d'ouvrier d'art principal

M. STOLL, ouvrier d'art (choix) conserve 5 mois 27 jours d'ancienneté pour services militaires.

Passages automatiques

Par décisions des :

31 mars 1933. — Les passages automatiques suivants à l'échelon supérieur de solde, sont constatés à partir du 1^{er} avril 1933, parmi le personnel des cadres locaux européens du Togo :

Services civils

M. ROTH, adjoint avant 18 mois, passe à l'échelon après 18 mois.

M. VIALE, commis avant 18 mois, passe à l'échelon après 18 mois.

Chemins de fer

M. BOURY, chef de gare avant 18 mois, passe à l'échelon après 18 mois.

Les passages automatiques suivants, à l'échelon supérieur de solde sont constatés à partir du 1^{er} avril 1933, parmi le personnel des cadres communs supérieurs de l'A. O. F. détaché au Togo :

Chemins de fer

M. BONNARD, chef de gare avant 66 mois, passe à l'échelon après 66 mois.

Travaux publics

M. DELAPIERRE, chef surveillant avant 2 ans, passe à l'échelon après 2 ans.

Affectations

Par décisions des :

22 mars 1933. — Le docteur ROUGIER, médecin contractuel mis à la disposition de M. le chef du service de santé par décision n° 181 en date du 9 mars 1933, est affecté à Sokodé pour l'organisation du service des villages d'émigration.

25 mars 1933. — M. VEUILLET Camille, chef de district principal est chargé à compter du 13 mars 1933 des fonctions de chef de service de la voie en remplacement de M. VEUILLET Louis, chef de district principal, titulaire d'un congé de convalescence de 6 mois.

M. DECAILLOT, agent contractuel, chef du service de la traction au S. C. C. F. C. T., est mis temporairement à la disposition de M. le chef du service des travaux publics.

27 mars 1933. — M.M. PETIT et KACHINSKY, agents contractuels, sont mis à compter du 1^{er} avril à la disposition de M. le chef du service des travaux publics.

Ils auront droit à l'indemnité de terrain prévue à l'arrêté du 4 décembre 1931 dans les conditions fixées à leur contrat respectif.

29 mars 1933. — M. PINELLI, agent comptable contractuel au service de construction du chemin de fer central togolais, est affecté à Lomé et mis à la disposition de M. le chef du service des chemins de fer et du wharf, en qualité de gestionnaire comptable du fonds de roulement et chargé de la comptabilité-matières du service.

M. CERVEAUX Lionel, agent comptable contractuel au service des chemins de fer, est mis à la disposition de M. le chef du service de construction du chemin de fer central togolais.

M. CERVEAUX Lionel, agent comptable contractuel, prendra les fonctions d'agent spécial du service de construction du chemin de fer central togolais au départ en congé de M. RAMUS, adjudant d'infanterie des troupes coloniales.

30 mars 1933. — M. PALLARES, instituteur ordinaire du cadre supérieur du Togo, attendu le 2 avril sur s/s *Brazza*, est affecté au cours complémentaire de Lomé.

31 mars 1933. — M. BARMA, commis des services civils, est affecté au bureau des affaires politiques.

3 avril 1933 — M. BARBAROUX, vérificateur hors classe des douanes est nommé chef du service des douanes, en remplacement de M. GUENOT, contrôleur en chef titulaire d'un congé de convalescence.

M. CERVEAUX, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, est nommé à titre intérimaire commandant du cercle de Klouto, en remplacement de M. GRADASSI, administrateur de 1^{re} classe des colonies, en instance de départ en congé.

4 avril 1933. — M. MOURAGUES, élève-administrateur des colonies, est nommé secrétaire du conseil du contentieux administratif du Territoire, en remplacement de M. CERVEAUX, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, appelé à d'autres fonctions.

M. BARMA, adjoint des services civils, en service au commissariat de la République, est nommé garde meubles de l'hôtel du gouvernement, en remplacement de M. CONSO, commis des services civils, en instance de départ en congé.

Les sergents d'I. C. dont les noms suivent, désignés pour servir hors-cadres au Togo, sont mis à la disposition du commandant des forces de police :

GEIGER René, S. O. C. — p. c. du 27 mars 1933

CIMAROLI François, S. O. C. } 29 mars 1933

ROCCHINI Noël, S. O. C. }

Congés

Par décisions des :

22 mars 1933. — Un congé de fin de contrat de 6 mois pour en jouir à Olivèse (Corse), est accordé à M. ANGELLETI qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France lui est en outre délivré sur le paquebot *Hoggar*.

23 mars 1933. — Un congé de fin de contrat de 10 mois pour en jouir à Charzais (Vendée), est accordé à M. GAUTIER qui compte 42 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme sur le paquebot *Hoggar*.

24 mars 1933. — Un congé de convalescence de 3 mois est accordé à M. ROBBE, surveillant des lignes téléphoniques contractuel, pour en jouir à Paris.

Une réquisition de passage Lomé-Marseille lui est délivrée sur s/s *Touareg*.

28 mars 1933. — Un congé de convalescence de 6 mois est accordé à M. GUENOT pour en jouir à Paris.

Un passage pour la France lui est en outre délivré en 1^{re} classe 1^{re} catégorie B sur le paquebot *Foucauld* ainsi qu'à sa femme.

4 avril 1933. — Un congé administratif de 7 mois pour en jouir à Levallois, 66 rue Jules Guesde est accordé à M. STOLL, qui compte 28 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage en 2^e classe 3^e catégorie pour la France lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et sa fille âgée de 6 mois sur le paquebot *Asie*.

ERRATUM à la décision, en date du 11 mars 1933, accordant congé.

Au lieu de :

« Un congé administratif de 6 mois. »

Lire :

« Un congé de 7 mois est accordé à M. DAGRON, en exécution du contrat intervenu le 20 décembre 1929, modifié par avenants du 7 mars 1930 et 25 septembre 1930 » pour en jouir à Monthéry (Seine et Oise).

Passage

Par décision du :

4 avril 1933. — Une réquisition de passage Lomé-Marseille est accordée au capitaine des troupes coloniales SERGENT, en service hors cadres au Togo, sur le paquebot *Hoggar*, attendu à Lomé vers le 23 avril 1933, 1^{re} classe 2^e catégorie.

Gratifications

Par décisions des :

23 mars 1933. — Une gratification de trois mille frs. (3.000 frs.) est attribuée à l'adjudant RAMUS, en service à la construction du chemin de fer central togolais, pour le zèle et le dévouement dont il a fait preuve dans les fonctions particulièrement délicates dont il était chargé.

24 mars 1933. — Une gratification de 1.800 francs est accordée à M. MILLELIRI, commis des services civils qui, affecté au service de construction du chemin de fer central togolais, a été appelé par ses fonctions à se rendre journellement sur les chantiers du 26 novembre 1932 au 15 février 1933.

Indemnités

Par décision du :

24 mars 1933. — M. SANSON Pierre, administrateur adjoint des colonies, chef du bureau des services administratifs du chemin de fer central togolais, aura droit au bénéfice de l'indemnité de terrain, dans les conditions prévues par l'arrêté du 6 décembre 1931.

Remboursement

Par décision du :

31 mars 1933. — Est autorisé au profit de M. DABEZIES ex-agent contractuel, actuellement adjoint technique du cadre général des travaux publics des colonies, en service au Togo, le remboursement de la somme de cinq mille cent cinquante francs (5.150 frs.) représentant le montant des retenues du douzième de solde effectuées en exécution de l'article 3 du contrat en date du 26 novembre 1931.

PERSONNEL INDIGÈNE

Nominations — Engagements

Par décisions des :

25 mars 1933. — Le nommé PREUSS Georges est agréé en qualité d'agent auxiliaire des douanes à la solde annuelle de quinze mille francs (15.000 frs.) exclusive de toute indemnité.

27 mars 1933. — Est admis dans le cadre des moniteurs de l'enseignement privé (mission catholique) en qualité de moniteur de 6^e classe stagiaire le nommé :

LACLE Pierre, à compter du 1^{er} avril 1933.

Le moniteur de 6^e classe stagiaire LACLE Pierre est affecté à l'école de la mission catholique d'Anécho.

31 mars 1933. — Est engagé en qualité de conducteur-auxiliaire à solde journalière de 10 frs., le nommé Assou Michel, à compter du 28 mars 1933.

Est engagé en qualité de conducteur-auxiliaire le nommé HOUSSOUNOUKPE VEMEGAN.

Il aura droit en cette qualité à une solde journalière de dix francs (10 frs.).

Résiliation de contrat et licenciement

Par décisions du :

27 mars 1933. — Est résilié pour faute grave, conformément à l'article 7 du contrat intervenu le 12 juin 1931 entre le Commissaire de la République et le sieur CREPPY John, à compter du 23 mars 1933.

L'apprenti-conducteur TOSSOUKA Athanase est licencié pour faute grave de son emploi.

Suspension de fonctions

Par décision du :

4 avril 1933. — Le mécanicien conducteur de 5^e classe AOUKOU EZIN est suspendu de ses fonctions à compter du 5 avril 1933.

Titularisation

Par arrêté du :

3 avril 1933. — Le commis-expéditionnaire auxiliaire (2^e échelon) GBAGUIDI Léonard, en service au cabinet, est titularisé dans son emploi, en qualité de commis-expéditionnaire de 8^e classe, pour compter du 1^{er} avril 1933.

Affectations

Par décisions des :

22 mars 1933. — Le moniteur agricole auxiliaire de 4^e classe GNASSOUNOU Louis, précédemment en service à Sansané-Mango est mis à la disposition du chef de la circonscription agricole du sud pour servir dans le cercle d'Anécho.

Le moniteur agricole auxiliaire de 5^e classe BATASCOMÉ, précédemment en service à Anécho est mis à la disposition du chef de la circonscription agricole du nord pour servir dans le cercle de Sokodé.

Le facteur des P. T. T. de 4^e classe ZOBIAKI Joseph du bureau d'Atakpamé est affecté provisoirement au bureau d'Anié pour compter du 1^{er} au 30 mai 1933 inclus, en remplacement du facteur auxiliaire de 2^e classe AKAKPO Justin titulaire d'un congé de 30 jours.

23 mars 1933. — L'ouvrier de 8^e classe des travaux publics ADEGBEGBA Adam, actuellement en congé pour maladie, est mis à la disposition du commandant de cercle d'Anécho, pour compter du 23 mars 1933, date d'expiration de son congé.

25 mars 1933. — Le mécanicien-conducteur auxiliaire Dominique GOMEZ est mis à la disposition du médecin chargé de l'organisation du service des villages d'émigration.

29 mars 1933. — L'interprète principal de 5^e classe KUEVI Gabriel, en service à Klouto est mis à la disposition du commandant du cercle d'Anécho.

L'interprète auxiliaire (2^e échelon) ADOUAYI Joseph, en service à Anécho est mis à la disposition du commandant du cercle de Klouto.

30 mars 1933. — Le moniteur auxiliaire SITTU Jean, en stage au cours de pédagogie, est affecté provisoirement à l'école ménagère de Lomé, en remplacement de madame D'ALMEIDA décédée.

Congés et permissions

Par décisions des :

21 mars 1933. — Une prolongation de congé pour maladie de 60 jours, avec traitement, du 26 février au 26 avril 1933 inclus, est accordée au commis-expéditionnaire de 6^e classe PRO Bernard, pour en jouir au Territoire.

22 mars 1933. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 6 avril au 5 mai 1933 inclus, est accordé à

M. Adrien KOUASSI, ouvrier de 7^e classe, en service à Sokodé, pour en jouir à Anécho.

Un congé de 60 jours, avec traitement du 1^{er} avril au 31 mai 1933 inclus, est accordé à M. KONDO, surveillant de route de 8^e classe, en service à Sokodé, pour en jouir à Soudou canton de Bafilo (cercle de Sokodé).

23 mars 1933. — Une permission de 8 jours, avec traitement, du 20 au 23 et du 27 au 30 mars 1933, est accordée à M. MESSAH Moïse, commis-expéditionnaire de 4^e classe en service au magasin général, pour en jouir à Anécho.

Un congé de maternité de 60 jours avec traitement du 1^{er} mai au 29 juin 1933 inclus, est accordé à la sage-femme auxiliaire de 3^e classe M^{me} Christine D'ALMEIDA (née JOHNSON) en service à Mango pour en jouir à Lomé.

Un congé pour maladie de 60 jours, avec traitement du 25 mars au 24 juin 1933 inclus, est accordé à M. BRENNER Carl Frédéric, facteur enregistreur de 4^e classe, en service à l'exploitation, pour en jouir au Togo.

24 mars 1933. — Un congé de 30 jours pour maladie, avec solde de présence du 23 mars au 21 avril 1933 inclus, est accordé au chef d'équipe de 8^e classe des travaux publics Gbonossou Augustin pour en jouir au Togo.

Un congé de 90 jours avec traitement, du 1^{er} avril au 29 juin 1933 inclus, est accordé à l'infirmier de 2^e classe Félix P. ЕНОЕ, en service aux travaux neufs du chemin de fer, pour en jouir à Porto-Ségué (cercle d'Anécho).

Un congé de 90 jours avec traitement, du 1^{er} avril au 29 juin 1933 inclus, est accordé à l'infirmier de 4^e classe Conrad ДЕКОН, en service aux travaux neufs, pour en jouir à Porto-Ségué (cercle d'Anécho).

Une permission d'absence de 8 jours, du 25 mars au 1^{er} avril 1933 inclus, est accordée au commis-expéditionnaire de 5^e classe MESSAH Pierre, en service au bureau des services financiers pour en jouir à Anécho.

28 mars 1933. — Un congé de 30 jours, avec traitement du 18 avril au 17 mai 1933 inclus, est accordé à M. SOGLO АКОНА, maître-ouvrier de 6^e classe, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir à Atakpamé. Il est autorisé à se faire accompagner de sa femme.

Un congé de 30 jours, avec traitement du 10 avril au 9 mai 1933 inclus, est accordé à M. AKPALO John, commis-expéditionnaire de 3^e classe, en service au chemin de fer (voies et bâtiments), pour en jouir au Territoire.

Un congé de 30 jours avec traitement, du 1^{er} au 30 avril 1933 inclus, est accordé à l'infirmier de 5^e classe AMONI Félix, du retour de stage au service vétérinaire du Dahomey, pour en jouir à Anécho.

4 avril 1933. — Un congé de 30 jours, avec traitement du 10 avril au 9 mai 1933 inclus, est accordé à M. SEDOLO TEVI, ouvrier de 8^e classe, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir à Anécho.

Un congé de 30 jours, avec traitement du 15 avril au 14 mai 1933 inclus, est accordé à M. BLAO Hermann, surveillant de routes de 1^{re} classe, en service à Sokodé, pour en jouir à Kaniamboi (cercle de Sokodé).

Une permission de 8 jours, avec traitement du 5 au 12 avril 1933 inclus, est accordée à M. BOURAIMA Samuel, facteur de 6^e classe, en service aux postes de Lomé, pour en jouir à Atakpamé.

5 avril 1933. — Une prolongation de congé pour maladie de 30 jours avec traitement du 3 avril au 2 mai 1933, est accordée au commis des P.T.T. de 2^e classe ANTHONY Benjamin pour en jouir au Togo.

RECTIFICATIF à la décision du 2 mars 1933 accordant congé à M. AGNITEY Remy.

Au lieu de :

Un congé de 90 jours, avec traitement du 13 mars au 10 juin 1933 inclus.

Lire :

Un congé de 90 jours avec traitement du 5 avril au 2 juillet 1933 inclus.

Le reste sans changement.

Punitions

Par décision du :

22 mars 1933. — Sont portées de deux à quatre jours les punitions de retenue de solde infligées aux infirmiers :

LAWSON Christian, infirmier de 5^e classe,

ABBEY Robert, infirmier de 4^e classe, par le chef du service de construction du chemin de fer central togolais.

Solde

Par décision du :

5 avril 1933. — La solde mensuelle allouée au planton dactylographe METZGER Charles, affecté au service météorologique, est portée de 150 frs. à 170 frs. à compter du 1^{er} avril 1933, en raison de la permanence assurée par cet agent en vue de la marche régulière du service.

Indemnité

Par décision du :

29 mars 1933. — Les infirmiers MOUSSE Moïse MAGAULEY et FOLLY Thomas en service au secteur de la trypanosomiasse sont autorisés à utiliser leur bicyclette pour les besoins de leur service. Ils auront droit à ce titre à l'indemnité représentative fixe de quinze francs par mois, payable dans les conditions fixées par les arrêtés en vigueur.

INDEMNITÉS

Instituteurs et moniteurs (Education physique)

Par décision du :

27 mars 1933. — Sont classés par ordre de mérite à l'issue du stage d'éducation physique de 1932, les instituteurs et moniteurs indigènes de l'enseignement officiel et privé dont les noms suivent :

N ^o Clast.	NOMS ET PRÉNOMS	Points obtenus	Enseig. O ou P	I ou M	DÉJÀ CLASSÉS					
					1927	1928	1929	1930	1931	1932
1	BRUCE Thomas	465	M.P.	M.	N.C.	N.C.	N.C.	C.	C.	C.D.
2	AGBOBLY Emmanuel	458	M.C.	M.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	C.	C.
3	TETEKPOE Léopold	442	Off.	I.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	C.
4	AMOUZOU Emmanuel	414	M.C.	M.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	C.
5	JOHNSON Gabriel	397	Off.	I.	N.C.	N.C.	C.	N.C.	C.	C.D.
6	GOMEZ Robert	395	M.C.	M.					N.C.	C.
7	TOULEASSI Jean	392	Off.	M.	N.C.	N.C.	N.C.	C.	C.	C.D.
8	FUMEY Arnold	391,5	—	I.	N.C.	N.C.	C.	N.C.	C.	C.D.
9	AYIVI Benjamin	391,5	M.P.	M.						C.
10	ECOE Pierre	387	Off.	I.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.		C.
11	ACAKPO ECOE	380	—	M.	N.C.	N.C.	N.C.	C.	N.C.	C.

N° Clas.	NOMS ET PRÉNOMS	Points obtenus	Enseig. O ou P	I ou M	DÉJÀ CLASSÉS					
					1927	1928	1929	1930	1931	1932
12	MENSAH Fabien	377	M.C.	M.						C.
13	AKUESON François	375	Off.	I.	N.C.	N.C.	N.C.	C.	C.	C.D.
14	QUENUM Joseph	374	M.C.	I.					N.C.	C.
15	AMEDEGNATO Richard	373,5	Off.	I.					C.	C.
16	AMEGANVI Louis	369,5	M.C.	M.					C.	C.
17	AYEBOUA Lazare	368,5	—	M.					N.C.	C.
18	AGBEKPOUOU Louis	367,5	Off.	M.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	C.	C.D.
19	PRINCE Alex	366	—	M.	N.C.	N.C.	N.C.	C.	C.	C.D.
20	Jacob ADOTE	364	—	I.						C.
21	HOUEANASSOU Daniel	363,5	—	M.					C.	C.
22	HOUEDAKO Ambroise	359,5	—	M.					C.	C.
23	KOUAMI Joseph	359	—	M.	C.	N.C.	N.C.	N.C.	C.	C.D.
24	AJAVON Henri	358,5	—	I.					N.C.	C.
25	AYITE Michel	358	M.C.	M.					N.C.	C.
26	MENSAH Joseph	356	Off.	M.					N.C.	C.
27	COLLEY Augustin	355	—	I.	C.	C.	N.C.	N.C.	N.C.	C.D.
28	TEKOUÉ Alexandre	352	—	I.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	C.	C.
29	KODJO Louis	351	M.C.	M.						C.
30	ATTIKPO Augustin	349,5	—	M.						C.
31	GOUDEAGBE William	349	Off.	M.	N.C.	N.C.	C.	N.C.	C.	C.D.
32	LAWSON Jonathan	348	—	I.	N.C.	N.C.	N.C.	C.	C.	C.D.
33	AFFO Sébastien	345	M.C.	M.						C.
34	SITTI Jean	343	Off.	M.					C.	C.
35	AFOUTOU Maxime	339	—	M.				C.	N.C.	N.C.
36	AKUESON Arthur	338	—	M.	N.C.	N.C.	N.C.	C.	C.	N.C.
37	BONIN François	337,5	—	M.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	C.	N.C.
38	D'ALMEIDA Christian	334	M.C.	M.	N.C.	N.C.	N.C.	C.	C.	N.C.
39	AYIVI Abraham	333	Off.	M.						
40	JACOB Norbert	331	—	M.						
41	BOCCO Eusèbe	329,5	—	M.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	C.	N.C.
42	AGBEZOUNDO Fioou	329	—	M.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	C.	N.C.
43	AGOUDETSE Henri	328	M.P.	M.					N.C.	N.C.
44	KPOTUFE Vincent	324	—	M.					—	—
45	KODJOVI Salomon	323	Off.	M.				N.C.	—	—
46	NUBOUKPO Michel	322	M.C.	M.	N.C.	N.C.	C.	C.	N.C.	—
47	AKUETE John	322	M.P.	M.						—
48	ADJOVI Constantin	317	—	M.						—
49	ECOUÉ Jérôme	316,5	M.C.	M.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	C.	—
50	LAWSON R. LATE	313	Off.	M.		C.	—	N.C.	C.	—
51	TAGBOR Mathias	307	M.C.	M.						—
52	Do Jean	305	M.P.	M.						—
53	LACLE Pierre	303,5	M.C.	M.			N.C.			—
54	ARIMH Vincent	303,5	M.P.	M.			C.			—
55	AFANTONOU Emmanuel	303	M.C.	M.						—
56	D'ALMEIDA Charles	297,5	Off.	M.	N.C.	N.C.	N.C.	C.	C.	—
57	DIOGO Christophe	296	—	M.		C.	—	N.C.	N.C.	—
58	THOMAS Albert	294	M.C.	M.						—
59	KOUASSI Daniel	289	Off.	M.	N.C.	N.C.	N.C.	C.	C.	—
60	SOGA Simon	289	M.C.	M.						—
61	KPONTON Lucien	288,5	Off.	I.	N.C.	N.C.	N.C.	C.	C.	N.C.
62	JOHNSON Denis	283	—	M.					N.C.	N.C.
63	YAWOVI Georges	281,5	M.P.	M.						—
64	QUENUM P. Clavert	279	—	M.	N.C.	N.C.	N.C.	C.	C.	—
65	AYEE Jacques	269	—	M.	—	—	—	N.C.	C.	—
66	GRENER Hans	268	Off.	M.	—	—	—	C.	C.	—
67	MENSAH Théophile	263	M.C.	M.					N.C.	—

N° Clas	NOMS ET PRÉNOMS	Points obtenus	Enseig. O ou P	I ou M	DÉJÀ CLASSÉS					
					1927	1928	1929	1930	1931	1932
68	TSIGBE Noé	262	M.P.	M.						N.C.
69	AMOUZOGAN Cyprien	261,5	M.C.	M.	N.C.		N.C.			—
70	ABOTSI Jacques	258	M.P.	M.						—
71	ATACLO Samuel	251	—	M.					N.C.	—
72	QUIST Lebrecht	249	—	M.						—
73	MOREIRA Benoît	248,5	Off.	M.			C.			—
74	JOHNSON David	244,5	—	M.						—
75	WILSON Jean	236	—	I.	N.C.					—
76	BIEM Hilaire	233,5	M.P.	M.						—
77	CODJO Grégoire	232,5	M.C.	M.						—
78	AKOUEY Bernard	232	Off.	I.	N.C.				N.C.	—
79	OCLOO Pierre	231,5	M.C.	M.	N.C.	N.C.	C.	N.C.	C.	—
80	AKOSSOU Anatole	231	—	M.						—
81	AKPEMADA Emile	216	M.P.	M.						—
82	AHADZI Samuel	207,5	—							—
83	SAMUEL Abraham	207	Off.	I.	N.C.			N.C.	N.C.	—
84	ATAYI Salomon	172	—	I.	—	N.C.	C.D.	—	—	—
85	BANSAH K. Hilaire	171	M.P.	M.			C.			—
86	AGONESSOU Lucien	157,5	Off.	M.	N.C.		N.C.	—		—
87	AKANAKOU Stanislas	151	M.P.	M.						—
88	COMLAN Paulin	140	Off.	M.			N.C.			—
89	KPOTOGBEY Arnold	107	M.C.	M.			N.C.			—
90	KOUDOU Emmanuel	100	—	M.						—

ABRÉVIATIONS

Off. = Enseigt. officiel I. = Instituteur
M.C. = Miss. catholique N.C. = Non classé
M.P. = Miss. protestante C. = Classé
M. = Moniteur C.D. = Classé définitivement.

L'indemnité annuelle de 300 frs. (trois cents francs) payable par dixième, prévue par arrêté N° 609 du 15 novembre 1930, sera allouée pendant toute l'année scolaire 1933 (1^{er} février — 30 novembre :

a) aux moniteurs et instituteurs dont les noms suivent classés à titre définitif en 1929 — 1930 — 1931 :

LATEVI Eloi	KPONTON Hubert
QUIST Déodat	KPODAR Louis
SINZOGAN Léonard	JOHNSON Georges
BARIGA Samuel	BOEHM Chrysostome
ATAYI Salomon	JOHNSON Clément
AKOUEY Jean	KOFFI Julien
LAWSON Joseph	KLU Samuel
FREITAS Paulin	AGBODJAN Joseph
TETE David	AMOUSSOU Pierre
SIMPSON Albert	LAWSON Benoît
KPADENOU Gervais	PANU Pierre
LAWSON Grégoire	JOHNSON Romuald
DAVID Albert	KOWU Pierre

b) aux moniteurs classés de 1 à 34 à l'issue du stage de 1932.

L'indemnité est essentiellement révocable. Elle n'est acquise que si les bénéficiaires remplissent effectivement les fonctions par lesquelles elle est prévue. Le paiement peut être suspendu ou supprimé par décision du Commissaire de la République rendue sur la proposition des chefs hiérarchiques des intéressés ou du

chef du service de l'éducation physique et des sports.

Le contrôle des indemnités payées en exécution de la présente décision sera assuré par le chef du service de l'éducation physique et des sports auquel les états d'allocation seront communiqués avant tout paiement.

Gratification

Par décision du :

25 mars 1933. — Une gratification de six cents francs (600 frs.) imputable au budget local chapitre VI art. 2 § 2, est accordée au préposé indigène GBELEWO Nicolas, des douanes, pour la bonne tenue du magasin et des écritures pendant le 2^e semestre 1932.

Allocation

Par arrêté du :

24 mars 1933. — Une allocation annuelle de 600 francs est accordée à l'ex-plantion de 3^e classe KARAMOKO TENE. Cette allocation est payable par trimestre et d'avance.

FORCES DE POLICE

Rengagements

Par arrêté du :

22 mars 1933. — Sont rengagés pour 3 ans dans les forces de police les agents dont les noms suivent à compter du :

4 avril 1933. — KPANTANON, sergent, Mle M/63 de la compagnie de milice.

12 avril 1933. — NABILOA T., garde 2^e classe Mle 766, du détachement de police.

Congès

Un congé de 30 jours avec traitement et gratuité de transport (aller et retour), est accordé à chacun des agents dont les noms suivent :

KOMBATE, garde 1^{re} classe Mle 413 du centre d'instruction accompagné de sa femme et 2 enfants pour en jouir à Dékouoro (Mango)

MOUSSA PATCHA, milicien 1^{re} classe Mle M/171, de la compagnie de milice, accompagné au retour de sa femme pour en jouir à Aléodjo-Kadara (Sokodé)

BATOULA, milicien 2^e classe Mle M/169, de la compagnie de milice accompagné de sa femme pour en jouir à Baga (Sokodé).

Licenciement

Sont licenciés pour fin de contrat à compter du :

1^{er} avril 1933. — MAMADOU TOURÉ, brigadier 2^e classe Mle 617, du peloton de Sokodé.

8 avril 1933. — SOULEYMAN GRUSSI, garde 2^e classe Mle 765, du peloton de Klouto.

Agrément d'agents stagiaires

Sont agréés en qualité d'agents stagiaires les volontaires dont les noms suivent :

MATHIAS, à compter du 3 mars 1933.

DOSSAVI, (ex-tirailleur) à compter du 3 mars 1933.

DARREI, (ex-tirailleur) à compter du 4 mars 1933.

DA SILVA Paul, (ex-tirailleur) à compter du 16 mars 1933.

MEDO MOSSI, à compter du 17 mars 1933.

KOLANI, à compter du 17 mars 1933.

DAMNANGA, à compter du 17 mars 1933.

BAIMA AHAMADA, à compter du 17 mars 1933.

TOMODJI, à compter du 20 mars 1933.

Affectations

Sont affectés au détachement de police Lomé les agents stagiaires dont les noms suivent :

Jean K. AHIKPOR,

Emile K. SOSSOU,

FATOUZOUN,

DA SILVA Paul,

MATHIAS,

MEDO MOSSI,

KOLANI,

DAMNANGA,

BAIMA AHAMADA.

CENSEUR ADMINISTRATIF

Par décision du :

31 mars 1933. — M. BERNARD, rédacteur principal de 1^{re} classe du ministère des colonies, chef des bureaux des « affaires politiques » et de « l'administration générale » est désigné pour procéder en qualité de censeur administratif à la vérification de l'agence de la banque de l'Afrique occidentale à Lomé pour le mois de mars 1933.

CHEF DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Par arrêté du :

22 mars 1933. — M. BAUCHE, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives est désigné comme chef du secrétariat général « ad hoc » pour siéger à la séance du conseil d'administration du 24 mars 1933.

COMMISSIONS

Par décisions des :

24 mars 1933. — Une commission composée de :

M.M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies	<i>Président</i>
Le chef du bureau des services financiers,	} <i>Membres</i>
Le chef du bureau des affaires économiques,	
Le chef du service de l'agriculture	

se réunira sur la convocation de son président pour examiner la suite qu'il convient de donner à une demande de diminution du prix de location du domaine de Bagida.

M. MAX FREAU, commis des services civils est désigné comme secrétaire de la commission.

Procès-verbal sera dressé des propositions de la commission.

27 mars 1933. — Une commission composée de :

M.M. BAUCHÉ, inspecteur des affaires administratives	<i>Président</i>
CERVEAUX, administrateur-adjoint de 1 ^{re} classe,	} <i>Membres</i>
NATIEL, administrateur-adjoint de 1 ^{re} classe,	

se réunira sur convocation de son président aux fins de statuer :

1^o — sur l'évaluation des secours complémentaires à accorder aux familles des personnes décédées accidentellement à Lomé le 4 février 1933, en compensation des frais de funérailles;

2^o — sur l'indemnité à allouer aux blessés MANICI et ALI YEKINI.

28 mars 1933. — Une commission composée de :

M.M. BAUCHÉ, inspecteur des affaires administratives	} <i>Président</i>
THEBAULT, procureur de la République,	
VITTINI, avocat défenseur,	} <i>Membres</i>
CERVEAUX, administrateur-adjoint,	
MARTIN, chef du service de l'enseignement p. i.,	
le R. P. RIERSTEIN,	
Octaviano OLYMPIO notable,	
le Pasteur BAETA,	
Romuald JOHNSON, instituteur,	

se réunira sur convocations de son président à l'effet de procéder à l'étude des différentes coutumes indigènes du territoire du Togo.

M. THEBAULT, procureur de la République est nommé rapporteur de ladite commission et est chargé de procéder aux enquêtes que la susdite étude nécessitera dans les cercles.

30 mars 1933. — Une commission composée de :

M.M. Le chef du service de santé	} <i>Président</i>
Le commandant du cercle de Sokodé,	
Le commandant du cercle d'Atakpamé,	} <i>Membres</i>
Le chef du service de l'agriculture,	
Le chef du bureau des affaires économiques,	
Le chef du bureau de l'administration générale,	

se réunira sur la convocation de son président dans le but d'étudier :

1° — Les conditions dans lesquelles devra désormais se poursuivre la colonisation, par les peuplements cabrais, des régions du cercle d'Atakpamé desservies par la nouvelle voie ferrée.

2° — Les modifications à apporter aux dispositions des arrêtés des 9 juillet 1929 et 27 septembre 1930 réglementant les conditions de circulation à l'intérieur du Territoire des indigènes originaires du secteur de la trypanosomiase.

La commission s'adjoindra en qualité de secrétaire M. LELONG, administrateur-adjoint des colonies.

Par arrêté du :

3 avril 1933. — M. FOURSAUD, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, est nommé membre de la commission prévue à l'article 9 de l'arrêté du 9 août 1930; en remplacement de M. CERVEAUX, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies.

COMMISSIONS D'ENQUÊTE

Par arrêtés des :

21 mars 1933. — M. BARRERE, brigadier des douanes, est nommé membre rapporteur de la commission d'enquête instituée par arrêté du 27 février 1933, en remplacement de M. LAUQUE, adjoint des services civils.

30 mars 1933. — Une commission d'enquête composée de :

M.M. MOURAGUES, élève-administrateur des colonies.	} <i>Président</i>
LIEGEY, chef de district principal,	
OROGBO Jean, planton de 1 ^{re} classe,	} <i>Membres</i>
se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas du planton de 4 ^e classe AGBOOJAN William.	
M. LIEGEY est nommé rapporteur de la susdite commission.	

Une commission d'enquête composée de :

M.M. ROUSSEL, administrateur-adjoint de 1 ^{re} classe des colonies	} <i>Président</i>
CANETTI, surveillant des travaux publics,	
ETOU Frantz, ouvrier de 5 ^e classe des T. P.	} <i>Membres</i>
se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas de l'ouvrier de 6 ^e classe DOVI Jean Joseph.	

M. CANETTI est nommé rapporteur de la susdite commission.

CONCOURS

Par décisions des :

21 mars 1933. — Il est ouvert un concours à un emploi d'inspecteur stagiaire du cadre supérieur de la police et un concours à 10 emplois d'inspecteurs auxiliaires du cadre subalterne de la police du Togo.

Ces concours auront lieu à Lomé les 3 et 4 avril 1933.

Les demandes de candidature devront parvenir au Commissaire de la République au territoire du Togo, le 23 mars 1933, dernier délai.

Les candidats autorisés à subir les épreuves seront avisés du lieu et de l'heure d'ouverture du concours par le Commissaire de la République.

29 mars 1933. — Les épreuves du concours à l'emploi d'inspecteur-auxiliaire de police, fixé aux 3 et 4 avril 1933, auront lieu à Lomé dans la salle d'audience du tribunal de 1^{re} instance.

Les épreuves commenceront à 8 heures.

La commission de surveillance prévue à l'article 2 de l'arrêté du 11 mars 1933 sera composée ainsi qu'il suit :

M.M. LELONG, administrateur-adjoint de 3 ^e classe des colonies	} <i>Président</i>
MIAT, directeur de l'école régionale de Lomé,	
BARMA, commis des services civils,	} <i>Membres</i>

INTERNATS

Par arrêté du :

22 mars 1933. — Le montant des allocations de nourriture et d'entretien des internats de Sokodé, Anécho et Mango pour l'année 1933 est fixé comme suit :

Sokodé	Nourriture :	1 fr., 20
	Entretien :	0 fr., 20
Mango	Nourriture :	1 fr., 00
	Entretien :	0 fr., 25
Anécho	Nourriture :	1 fr., 40
	Entretien :	0 fr., 25

PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Par arrêté du :

23 mars 1933. — Est complété comme suit, la liste n° 2 des spécialités pharmaceutiques autorisées dans les dépôts prévus à l'article 8 de l'arrêté du 15 novembre 1928 :

« PEPS » (Fulford)

« ZAM » BUCK (Fulford)

PROTECTION ET USAGE DES VOIES PUBLIQUES

Par décisions du :

4 avril 1933. — Sont commissionnés à l'effet de constater les infractions à la réglementation sur la protection et l'usage des voies publiques au Togo :

1° — Le chef du service des travaux publics

2° — Les ingénieurs dudit service

3° — Le chef du service de police et de sûreté

4° — Les inspecteurs et inspecteurs auxiliaires de police.

Préalablement à toute constatation, ces fonctionnaires prêteront serment devant le tribunal de première instance de Lomé.

M. DABEZIES Georges Maurice, adjoint technique des travaux publics, est commissionné à l'effet de constater les infractions à la réglementation sur la protection et l'usage des voies publiques au Togo.

Préalablement à toute constatation, il prêtera serment devant le tribunal de première instance de Lomé.

UNIFORMES

Par arrêté du :

28 mars 1933. — Au point de vue des uniformes, les mécaniciens-conducteurs du cadre local et les chauffeurs en service à l'hôtel du gouvernement auront droit chaque année à :

1° — quatre uniformes blancs avec col et parements de couleur.

Trois blouses blanches avec col et parements de couleur.

Deux uniformes kakis avec col et parements de couleur.

Deux combinaisons bleues.

2° — trois housses blanches pour casquette.

Une housse kaki pour casquette.

Une casquette de cuir avec bande de couleur.

DOMAINES

Par arrêtés du :

24 mars 1933. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Amoussou Houndenou, cultivateur demeurant à Lomé, agissant au nom et pour son compte personnel, d'un terrain domanial de la contenance de cinq ares quatre-vingt-sept sis à Lomé cercle de Lomé constituant le lot n° 3 du terrain immatriculé au livre foncier du cercle de Lomé vol. III N° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de sept mille cinquante francs.

Est approuvée l'attribution provisoire à la dame Cécile d'Almeida, monitrice à l'école ménagère demeurant à Lomé, agissant au nom et pour son compte, d'un terrain domanial de la contenance de cinq ares quatre-vingt-sept sis à Lomé, cercle de Lomé, constituant le lot n° 4 du terrain immatriculé au livre foncier du cercle de Lomé vol. III N° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de six mille sept cents francs.

Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Raphaël Amedjogbe, employé de commerce demeurant à Lomé, agissant au nom et pour son compte personnel, d'un terrain domanial de la contenance de cinq ares quatre-vingt-quinze sis à Lomé, cercle de Lomé, constituant le lot n° 5 du terrain immatriculé au livre foncier du cercle de Lomé vol. III N° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de six mille trois cent vingt cinq francs.

Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Paulin Freitas, instituteur demeurant à Bassari, agissant au nom et pour son compte personnel, d'un terrain domanial de la contenance de cinq ares quatre-vingt quinze sis à Lomé cercle de Lomé constituant le lot n° 6 du terrain immatriculé au livre foncier du cercle de Lomé vol. III N° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de six mille cinq cent vingt cinq francs.

Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Nikoué Clément, infirmier demeurant à Pagouda, cercle de Sokodé, agissant en son nom personnel, d'un terrain domanial de la contenance de cinq ares quatre-vingt dix-neuf sis à Lomé cercle de Lomé constituant le lot n° 7 du terrain immatriculé au livre foncier du cercle de Lomé vol III n° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de six mille cinq cents francs.

Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Jacques Akoueté Koffi, commis des P. T. T. à Bassari, cercle de Sokodé, agissant en son nom personnel, d'un terrain domanial de la contenance de cinq ares quatre-vingt dix-neuf sis à Lomé, cercle de Lomé, constituant le lot n° 8 du terrain immatriculé au livre foncier du cercle de Lomé vol. III n° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de six mille quatre cents francs.

Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Léon Kuadjovi Kuakuvi, commerçant demeurant à Athiéme, agissant au nom et pour son compte personnel, d'un terrain domanial de la contenance de six ares six centiares, sis à Lomé cercle de Lomé constituant le lot n° 9 du terrain immatriculé au livre foncier du cercle

de Lomé vol. III n° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de six mille cinq cent soixante-quinze francs.

Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Urbain Amegnigah, aide-médecin à Bassari, cercle de Sokodé, agissant au nom et pour son compte personnel, d'un terrain domanial de la contenance de six ares six centiares, sis à Lomé, cercle de Lomé, constituant le lot n° 10 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé vol. III N° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de cinq mille six cents francs.

Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Michael Segla, employé de commerce demeurant à Noépé, cercle de Lomé, agissant en son nom personnel, d'un terrain domanial de la contenance de cinq ares soixante-seize sis à Lomé, cercle de Lomé, constituant le lot n° 11 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé vol. III N° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de six mille quatre cent soixante-quinze francs.

Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Robert Gbedey, commis expéditionnaire principal, demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel, d'un terrain domanial de la contenance de six ares douze centiares, sis à Lomé, cercle de Lomé, constituant le lot n° 12 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé vol. III N° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de sept mille quatre cent vingt-cinq francs.

Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Dossou Jean, opérateur aux travaux publics à Lomé, agissant au nom et pour son compte personnel d'un terrain domanial de la contenance de cinq ares un centiare sis à Lomé, cercle de Lomé, constituant le lot

n° 1 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé vol. III N° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de six mille deux cent vingt-cinq francs.

Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Joseph Abalovi Mensah, facteur-enregistreur au chemin de fer, demeurant à Lomé, agissant pour son compte, d'un terrain domanial de la contenance de sept ares quatre-vingt-deux sis à Lomé, cercle de Lomé, constituant le lot n° 2 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé vol. III N° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de huit mille deux cent vingt-cinq francs.

Avis de demande d'immatriculation

au livre foncier du cercle de Klouto

Suivant réquisition, n° 866, déposée le 4 avril 1933 le sieur Jean Daté Barrigah profession de commerçant et planteur, demeurant et domicilié à Kpadapé (cercle de Klouto), agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Klouto, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier planté en cacaoyers et caféiers d'une contenance totale de 2 hectares 58 ares 92 centiares situé à Kpadapé, (cercle de Klouto), et borné au nord par terrain à Djinkou, à l'est par terrain à Adjimassi, au sud par terrains à Valentin Kpédo et France Kokou, à l'ouest par terrains à Tépé Koussi et Eklou Agbodrou Badasso.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,
PEYROTTE

ETAT des principaux produits du cru exportés pendant le mois de Février 1933.

PRODUITS	EXPORTATIONS mois de février 1933	EXPORTATIONS TOTALES	
		au 28 février 1933	au 29 février 1932
Maïs	6.289	24.584	17.891
Farine de manioc.	31.493	52.328	19.774
Haricots	1.086	4.476	9.489
Ignames	13.398	25.988	55.816
Arachides en coques.	12.600	20.675	26.685
Coprah	161.991	527.050	399.539
Amandes de palme	422.516	1.575.929	1.313.369
Café en fèves	8.585	10.076	14.990
Cacao.	868.210	2.390.571	2.560.133
Piments	2.876	5.006	6.374
Huile de palme	15.390	27.386	153.423
Coton égrené	—	—	—
Kapok égrené	—	—	—
Beurre de karité	9.669	16.669	—
Graines de ricin	—	8.305	—

ETAT des principaux produits du cru exportés pendant le mois de Mars 1933.

PRODUITS	EXPORTATIONS mois de Mars 1933	EXPORTATIONS TOTALES	
		au 31 Mars 1933	1932
Maïs	6.820	31.404	24.138
Farine de manioc.	33.170	85.498	34.811
Haricots	2.014	6.490	13.792
Ignames	36.494	62.482	88.110
Arachides en coques.	6.530	27.250	35.927
Coprah	—	527.050	594.141
Amandes de palme	511.274	2.087.203	2.081.857
Café en fèves	7.681	17.757	15.365
Cacao.	1.346.986	3.737.557	3.780.054
Piments	2.602	7.608	9.007
Huile de palme.	114.688	142.074	206.896
Coton égrené	22.233	22.233	—
Kapok égrené	—	—	—
Beurre de karité	—	6.669	16.669

ÉTAT des mouvements de la Navigation des Ports de Lomé et d'Anécho pendant le mois de Mars 1933

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
50-Ft. de Vaux Dunkerque-Douala	Français	1. 3. 33	1. 3. 33	3.151	44	20.831	—
51-Deido Hambourg-Douala	Anglais	— do —	— do —	2.121	37	82.326	0.250
52-Canada Marseille-Douala	Français	2. 3. 33	2. 3. 33	5.668	165	45.505	—
53-Wagogo Hambourg-Kogo	Allemand	3. 3. 33	3. 3. 33	1.854	39	18.734	—
54-Brenta Triste-Lobito	Italien	4. 3. 33	5. 3. 33	3.319	38	242.546	1.400
55-Daru Liverpool-Opobo	Anglais	5. 3. 33	— do —	2.105	38	33.520	6.746
56-St. Octave Anvers-Douala	Français	— do —	— do —	3.169	35	4.872	—
57-Amérique Bordeaux-Matadi	— do —	— do —	— do —	4.867	142	4.393	—
58-New-Texas New York-Opobo	Anglais	6. 3. 33	7. 3. 33	4.044	51	181.123	—
59-Thomas Holt Hambourg-Kribi	— do —	— do —	— do —	2.191	40	183.791	1.200
60-Asie Matadi-Bordeaux	Français	— do —	6. 3. 33	4.214	158	0.005	0.387
61-Muirton Marseille-Pte. Noire	— do —	9. 3. 33	9. 3. 33	3.112	44	140.860	—
62-St. Vincent Kribi-Havre	— do —	11. 3. 33	11. 3. 33	3.272	37	—	149.088
-Arago Cablier	— do —	12. 3. 33	12. 3. 33	—	—	—	—
63-Anne Hull-Havre	Danois	13. 3. 33	13. 3. 33	940	19	—	158.400
64-Canada Douala-Marseille	Français	— do —	— do —	5.668	165	3.320	27.203
65-Kumasian Liverpool-Burutu	Anglais	14. 3. 33	14. 3. 33	2.151	34	119.847	—
66-Touareg Marseille-Douala	Français	15. 3. 33	15. 3. 33	3.122	74	14.018	—
-Arago Cablier	— do —	— do —	— do —	—	—	—	—
67-Ft. de Vaux Douala-Dunkerque	— do —	16. 3. 33	16. 3. 33	3.151	44	—	398.825
68-Foucauld Bordeaux-Matadi	— do —	18. 3. 33	18. 3. 33	6.599	166	2.064	—
69-Chelma Pte. Noire-Marseille	— do —	20. 3. 33	20. 3. 33	3.106	43	0.018	345.425
70-Deido Sapele-Hambourg	Anglais	— do —	— do —	2.121	38	9.404	0.043
-Bougainville Aviso	Français	— do —	21. 3. 33	—	—	—	—
71-Maaskerk Hambourg-Douala	Hollandais	21. 3. 33	— do —	2.338	60	46.638	2.355
72-Amérique Matadi-Bordeaux	Français	— do —	— do —	4.867	142	—	56.901
73-Thomas Holt Kribi-Hambourg	Anglais	23. 3. 33	23. 3. 33	2.191	40	—	65.286

NOM, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	ÉQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
74-Ft. Lamy Hambourg-Douala	Français	24. 3. 33	24. 3. 33	3.117	44	15.982	18.160
75-Touareg Douala-Marseille	—do—	26. 3. 33	26. 3. 33	3.122	74	0.007	216.500
76-Boma Liverpool-Lagos	Anglais	26. 3. 33	26. 3. 33	3.313	39	—	104.291
77-Livadia Hambourg-Kogo	Allemand	29. 3. 33	29. 3. 33	1.824	42	15.090	—
78-Madonna Marseille-Douala	Français	30. 3. 33	30. 3. 33	3.263	130	49.609	—
79-Ft. Archambault Hambourg-Douala	—do—	—do—	—do—	3.288	44	57.845	—
80-Australic Liverpool-Hambourg	Suédois	—do—	—do—	2.530	34	—	285.437
81-Eboe Liverpool-Kribi	Anglais	—do—	—do—	2.964	56	52.804	26.580

PORT D'ANÉCHO

4-Chelma Pte. Noire-Marseille	Français	19. 3. 33	19. 3. 33	3.106	43	—	170.000
5-Australic Liverpool-Hambourg	Suédois	31. 3. 33	31. 3. 33	2.530	34	—	57.120

Lomé, le 31 Mars 1933.

Le Chef du Service des Douanes
GUÉNOT

SERVICE DES DOUANES

Liste des marchandises en dépôt et non déclarées dans les délais légaux. — (Art. 43 du décret du 11 novembre 1926).

N° du Registre	Date	Navires	Marques et N°s	Espèces et nombres de colis mis en dépôt	Poids
102	8.8.29	West Lashaway 244	D. A. V. Lomé	1 Drun fuel oil (huile lourde)	265 Kil.
37	24.2.30	Atto 57	P. R. S. 23 651	1 Caisse casques coloniaux	27 —
13	16.1.31	Adrar 396	S. M.	2 Pièces traverses	92 —
47	20.3.31	Fort de Troyon 88	U. A. C. O. N.	8 Barils ciment	540 —
67	19.2.31	Niger 51	S. M.	13 Sacs sel	45 —
73	30.4.31	Muirton 137	C. I. C. A.	2 —	40 —
—	—	—	U. A. C.	2 —	50 —
92	29.5.31	Quémé 173	—	1 —	26 —
—	—	—	J. B. C.	1 —	15 —
93	—	Fort de Souville 171	A. O. F.	1 Caisse tubes ammoniacque	169 —
156	24.9.31	St. Louis 293	C. F. A.	3 Sacs engrais	60 —
171	3.8.31	Casamance 236	S. M.	1 Pièce traverse	46 —
185	19.11.31	Madonna 343	Michelin O. N.	1 Colis pneus	45 —
198	16.12.31	West Kedron 370	S. G. G. G.	1 Tube calandreur vide	3 —
5	7.1.32	Ureni 2	A. D. E.	1 Caisse statue de culte en plâtre	25 —
38	10.3.32	Foucauld 57	C. I. C. A. 6.128	2 Cylindres chaux	140 —
42	22.3.32	Brenta 66	U. A. C.	15 Pièces bois	200 —
60	26.4.32	Muirton 102	OME S. N.	1 sac sel	35 —
—	—	—	S. M.	1 —	35 —
—	—	—	B. M. F.	1 —	20 —
64	3.5.32	Madonna 110	H. M. 941	1 Caisse verrerie	43 —
92	27.6.32	Mendian 163	S. C. O. A. SN	1 Sac sel	15 —
97	7.7.32	Baoulé 170	Ardic 696 1/5	5 Bottes tubes	370 —
—	—	—	— 6	1 Caisse serrures	89 —
111	4.8.32	Lafan 194	U. A. C. SN	1 Colis sac papiers	1 —
121	23.8.32	Fort Lamy 208	SM SN	9 Pièces traverses	396 —
82	7.6.32	Wahehe 144	332 J. D.	1 Caisse vin	19 —
59	7.4.30	Dahomey 107	J. M. et C° 8.829	1 Caisse verres de lampes	13 —
—	—	—	F. A. O. Cotonou 20	1 Caisse articles de reclames	10 —
—	—	—	SM 941	1 Baril bèches	65 —
—	—	—	F. A. O. Accra SN	1 Caisse sucre	65 —
—	—	—	SM SN	1 Bidon carbure	30 —
—	—	—	—	1 Botte fer	50 —
—	—	—	—	2 Pièces fer	10 —
—	—	—	—	5 Colis calebasses	135 —
—	—	—	—	2 Colis nattes	30 —

AVIS AU PUBLIC

Modifications apportées au règlement télégraphique pour compter du 1^{er} avril 1933

La commission plénière de la conférence télégraphique réunie à Madrid de septembre à décembre 1932 a modifié ainsi qu'il suit le texte de la précédente conférence de Bruxelles :

1^o — Télégrammes privés urgents :

Ces télégrammes sont frappés d'une taxe égale *au double* et non plus *au triple* de celle des télégrammes ordinaires de même longueur et pour le même parcours (article 58 du règlement).

2^o — Télégrammes différés :

Pour tous les télégrammes différés l'indication de service taxée (L. C.) sera seule admise.

3^o — Télégrammes D L T :

Les télégrammes à transmission et remise retardées bénéficieront d'une réduction des deux tiers (2/3) sur la taxe par mot des télégrammes ordinaires à plein tarif avec un minimum de perception correspondant à 25 mots (article 76 du règlement).

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit des textes insérés dans la partie non officielle. »

Etude de Maître « Vittini » Avocat-Défenseur à Lomé.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE

Le vendredi cinq mai 1933, à huit heures, à l'audience des saisies immobilières du tribunal de première instance de Lomé, au palais de justice de la dite ville, salle ordinaire des audiences, il sera procédé à la vente par adjudication, aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur, d'un immeuble désigné ci-après :

LOT UNIQUE

Terrain urbain, ayant la forme d'un carré, portant une maison d'habitation avec magasin, d'une contenance de neuf ares dix huit centiares situé à Anécho quartier Adjido limité au nord et au sud par un chemin, à l'est par la mission catholique et à l'ouest par AYAVI, le dit immeuble faisant l'objet du titre foncier numéro quatre du livre foncier du cercle d'Anécho.

MISE A PRIX VINGT MILLE FRANCS.

La dite vente aura lieu à la requête de M. AMUSU COMBEY cultivateur, demeurant et domicilié à Glidji (cercle d'Anécho) pour lequel domicile est élu, à Lomé, en l'étude et demeure de M^e VITTINI, avocat-défenseur, demeurant à Lomé, rue d'Alsace Lorraine.

Par exploit du 25 février 1933, visé le même jour par M. l'administrateur commandant le cercle d'Anécho, enregistré à Lomé le 14 mars 1933, le dit exploit visé le 14 mars 1933, par M. le conservateur de la propriété foncière auquel une copie a été remise aux fins de publication, M. AMUSU COMBEY a fait signifier à M. DAMASUS ADOTÉ, commerçant domicilié à Anécho, commandement de payer, 1^o la somme de vingt mille cinq cent vingt neuf francs (20.529 frs.) montant en principal d'une reconnaissance de dette sous seing privé en date du 3 octobre 1927 enregistrée à Lomé le 18 octobre 1927, la dite reconnaissance de dette portant Constitution d'hypothèque sur un immeuble appartenant à M. DAMASUS ADOTÉ et faisant l'objet du titre foncier numéro quatre du livre foncier du cercle d'Anécho, 2^o la somme de deux mille quatre cent dix huit francs cinq centimes (2.418 frs. 05) qui restait due sur le montant des intérêts de la susdite somme de vingt mille cinq cent vingt neuf francs au taux de 9% l'an, échus du 3 octobre 1927, au 1^{er} juillet 1932, 3^o les intérêts de la même somme de vingt mille cinq cent vingt-neuf francs au taux de 9% l'an, échus depuis le 1^{er} juillet 1932, étant déclaré à M. DAMASUS ADOTÉ que, faute par lui de satisfaire au dit commandement dans le délai de quinzaine, il y serait contraint par toutes voies de droit et notamment par la vente d'un immeuble lui appartenant et faisant l'objet du titre foncier numéro quatre du livre foncier du cercle d'Anécho, le dit immeuble hypothéqué au profit de M. AMUSU COMBEY ainsi qu'il appert d'un certificat d'inscription du 18 octobre 1927 délivré par M. le conservateur de la propriété foncière.

M. DAMASUS ADOTÉ n'ayant pas satisfait au commandement il sera procédé à la vente dans les conditions indiquées plus haut, sur la présente affiche.

Les acquéreurs éventuels sont informés que nul ne sera admis à enchérir lors de l'adjudication, s'il ne justifie avoir préalablement versé, à titre de cautionnement, la somme de mille francs au greffe du tribunal.

Il est déclaré à tous ceux qui auraient qualité pour se prévaloir d'un privilège ou du chef desquels il pourrait être pris hypothèque forcée qu'ils auront à faire toutes diligences pour faire valoir leurs droits avant paiement et distribution du prix.

Pour tous renseignements et pour prendre connaissance du cahier des charges s'adresser :

1^o — Au greffe du tribunal de première instance de Lomé.

2^o — M^e VITTINI, avocat-défenseur, demeurant à Lomé rue d'Alsace Lorraine.

L'avocat-défenseur poursuivant
VITTINI.

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1932

ACTIF

Actionnaires	11.250.000,00
Caisses, Banque de France & C. N. E. P.	129.288.262,70
Garantie de } Bons de la Défense Nationale	146.790.000,00
Circulation } Disponibilités à vue à l'Etranger	519.277,19
Fonds en route	11.585.000,00
Portefeuille	284.229.314,90
Portefeuille couvert par la loi du 12 avril 1932	82.072.176,82
Participations financières	885.222,13
Avances sans intérêts aux Colonies	10.000.000,00
Avances contractuelles aux Colonies	49.050.955,14
Comptes-courants & débiteurs divers	10.140.043,46
Immeubles	10.869.794,65
Matériel & mobilier	1.099.970,58
Comptes d'ordre & divers	1.395.357,28
	<u>Frs. 749.175.374,85</u>

PASSIF

Capital		50.000.000,00
Réserves	Fonds de prévoyance statutaire	17.500.000,00
	Réserve statutaire	1.219.473,57
	— supplémentaire	2.438.947,17
Provision pour remboursement de B. B. Adires		55.000.000,00
Billets au porteur en circulation		394.172.200,00
Effets à payer		15.698.764,36
Comptes-courants & créditeurs divers		145.334.574,71
Trésoriers-Payeurs Coloniaux (leur compte-courant)		39.050.586,76
Dividendes à payer		4.085.944,84
Clients & correspondants (leur compte d'encaissement)		16.122.702,94
Comptes d'ordre & divers		7.247.577,18
Réescompte du portefeuille		1.056.379,75
Profits et Pertes : Bénéfice net du semestre		248.223,57
	Frs.	749.175.374,85